



HAL
open science

Marcel Mazoyer : témoignage

Marcel Mazoyer, Laurence Roudart

► **To cite this version:**

Marcel Mazoyer, Laurence Roudart. Marcel Mazoyer : témoignage. *Economistes ruraux*, 21 (1), Edition INRAE, pp.134-171, 2023, Archorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04255742

HAL Id: hal-04255742

<https://hal.inrae.fr/hal-04255742>

Submitted on 24 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Sénégal, 2010.
© INRAE / Ruffieux

MARCEL MAZOYER

134



© INRAE / Mazoyer

Marcel Mazoyer en 2007 lors de sa leçon inaugurale pour la Chaire Francqui internationale des universités belges.

Le témoignage de Marcel Mazoyer a été recueilli et mis en forme par Laurence Roudart, en coopération étroite avec le témoin. Elle s'en explique.

En 2016, j'ai publié un article dans le volume d'*Archorales* consacré aux « Agronomes du CIRAD »¹, sous la forme d'une analyse transversale des témoignages d'Hervé Bichat, Michelle Feit, Hughes de Livonnière, Bernard Simon et René Tourte. J'avais trouvé ces témoignages passionnants. Travaillant avec Marcel Mazoyer depuis le début des années 1990², et connaissant la richesse de son parcours, je lui ai proposé de procéder au même genre d'entretien, ce qu'il a accepté. À l'été 2016, nous avons défini les différentes étapes de sa vie à aborder puis nous avons commencé les entretiens. Pour chaque étape, nous avons eu un premier entretien durant lequel M. Mazoyer parlait librement, sans que je pose beaucoup de questions et sans enregistrement. Sur cette base, je préparais une série de questions et, le lendemain, nous réalisions l'entretien formel avec enregistrement. M. Mazoyer habitant en banlieue parisienne et moi-même à Bruxelles, ces entretiens ont eu lieu à l'occasion de mes déplacements à Paris et se sont étalés sur près d'un an. Je les ai fait transcrire durant l'été 2017 et j'ai remis les tapuscrits à M. Mazoyer. Il a mené à bien un premier travail de mise en forme de ces documents en 2018. Au printemps 2020, la revue *Archorales* a pris contact avec moi au sujet de ce présent volume thématique et a proposé de publier le témoignage de M. Mazoyer, qui a accepté. J'ai alors travaillé avec lui à une deuxième mise en forme des entretiens et nous sommes passés du tutoiement ou vouvoiement pour nous conformer au style de la revue. Enfin, les échanges avec *Archorales* ont conduit à compléter ou à élaguer le témoignage, en cohérence avec sa méthode et sa ligne éditoriale.

Laurence Roudart

Ingénieure agronome (INA P-G 1983)
Professeure en Sciences de la population et du développement
Présidente du département des Sciences sociales et des sciences du travail
Université libre de Bruxelles

¹ Roudart L., 2016, « Les pionniers de la coopération au développement agricole ». *Archorales/Agronomes du CIRAD*, volume 17, pp. 30-36.

² Nous avons notamment publié ensemble : Mazoyer M., Roudart L., 1997. *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Editions du Seuil, 534 p.

VIVRE EN PAYSAN DANS LE MORVAN

MARCEL, OÙ ÊTES-VOUS NÉ ? QUE FAISAIENT VOS PARENTS ? COMMENT ÉTAIT COMPOSÉE VOTRE FAMILLE ?

Je suis né le 1^{er} avril 1933 au Pont du Mousseau (Villapourçon), un hameau de quatre maisons, dont un moulin que je possédais encore il y a peu. Mais, avec ma sœur et mes trois frères, j'ai été élevé à Sanglier, un village situé 4 kilomètres plus haut, sur le flanc du Mont Genièvre qui, avec ses 638 mètres de hauteur, est la sentinelle Ouest du Morvan. Des années 1930 aux années 1950, mes parents y tenaient une petite ferme de 5 hectares, pour partie en propriété, pour partie en location. Il y avait 3 hectares de champs : 1 hectare partagé entre trèfle violet-ray grass et pommes de terre ; 1 hectare de blé ou seigle d'hiver, suivis de betteraves, choux ou navets dérobés en fin de saison ; 1 hectare d'orge ou d'avoine de printemps. Il y avait aussi 2 hectares de prairies naturelles, moitié fauchées, moitié pâturées. Sans compter, près de la maison qu'ils finirent par acheter, quelques ares de potager. Le tout nourrissait sept personnes, deux vaches, deux ânes de trait, deux porcs, des poules et des poulets, des lapines et des lapins et un chien. Plus loin en forêt, 3 hectares de taillis de charme, sous futaie de chênes et de hêtres, fournissaient le bois de feu et le bois d'œuvre.

Sanglier comptait alors une vingtaine de fermes familiales en traction animale, de 3 à 10 hectares. On y pratiquait la polyculture et l'élevage d'une à cinq paires de vaches charolaises, dressées à travailler et produisant des veaux et des vaches de réforme. Les veaux étaient vendus maigres aux marchands de bœufs, qui les revendaient aux éleveurs du Bazois et du Bas Nivernais qui eux les engraisaient. Pour compléter leur revenu, la plupart des paysannes et paysans du village avaient un second métier : sabotier, tisserand, rebouteux, charron, menuisier, forgeron, couturier, épicier, journalier. Une seule ferme était assez grande pour employer un commis.

Avant ma naissance, mon père travaillait comme charron chez mon

grand-père. Jusqu'à la guerre, il fut de plus vendeur-réparateur de bicyclettes et de machines à coudre. Pendant la guerre, il avait loué un hectare supplémentaire pour nourrir tout le monde et, en 1949, il partit comme charpentier chef d'équipe sur les chantiers de construction de barrages sur l'Yonne et sur le Doubs. Ma mère tenait un petit café, lieu de rencontres et de débats animés, où l'on parlait de tout, notamment de politique. Ma première université...

POURRIEZ-VOUS PARLER DES DIFFÉRENTES PERSONNES QUI ONT CONTRIBUÉ À VOTRE ÉDUCATION ?

Mes parents, ma mère surtout bien sûr, mais ils étaient souvent occupés. Mes grands-parents assez peu, car ils habitaient à 5 kilomètres de là. Mes frères et ma sœur beaucoup, car ils étaient plus âgés que moi.

Mais cette réponse convenue laisse dans l'ombre le plus important. Dans un village où tout le monde se connaît, chaque enfant passe le plus clair de son temps non seulement à l'école et à la maison, mais en groupe avec ceux de son âge ou en compagnie de quelques adultes, à découvrir, observer, questionner et parler des mille et une choses, bêtes et gens qui animent les cours, les maisons et les granges, les champs, les prairies et les bois. Comme les autres enfants, j'avais de nombreux grands-parents, parents et aînés. La Francine qui tenait un petit bureau de tabac, et le père Jeannet qui n'avait qu'un potager et une basse-cour et cassait des cailloux à la carrière tous les jours, étaient mes « grands-parents » les plus proches. Elle me gardait souvent et il me prenait le soir sur ses genoux pour m'apprendre l'alphabet en lisant son journal.

À 10 ans, nous savions tout ce que savaient les adultes sur le village et à 16 ans, nous savions faire presque tout ce qu'ils faisaient. Autrement dit, nous savions à peu près tout ce qu'on peut savoir d'un territoire contrasté, avec ses niches écologiques diversifiées et sa population variée. En tout cas, beaucoup plus que ce qu'un agronome de terrain ou un anthropologue arrivent à savoir pour produire un discours ou une publication. Il s'agissait donc d'un milieu très riche du point de vue éducatif.



© INRAE / Mazoyer



© INRAE / Mazoyer

Par des visites et des rencontres, nous savions que les villages voisins ressemblaient au nôtre tandis que, plus haut en Morvan, on trouvait plus de prés et de bois, et que plus bas en Nivernais, on trouvait plus de cultures et de matériel mécanique.

À QUELS TRAVAUX AGRICOLES PARTICIEZ-VOUS ? AVIEZ-VOUS DU TEMPS POUR JOUER ?

À partir de 7 ans : conduire les bêtes ou aller les surveiller au pâturage, ramasser les pommes de terre arrachées à la houe par mon père ou mes frères. Passé 10 ans : conduire les bêtes tirant la charrue, la bineuse ou la butteuse tenue en main par mon père, faner l'herbe fauchée avec toute la famille, ou porter sur le lien les javelles de blé fraîchement moissonné. Passé 14 ans : traire les vaches, porter les gerbes sur les treiziaux (meules de treize gerbes). Passé 16 ans : remplacer mon père ou ma mère dans presque tous les travaux, quand j'étais en vacances.

Bien sûr, avec mes petits camarades, nous avons joué à tous les jeux classiques. Mais, ce que nous aimions par-dessus tout, c'était de courir les prés et les bois, pour entrevoir le blaireau, le renard ou la belette, pour cueillir des rosés, des coulemelles, des giroelles et

En haut : les deux derniers juments de trait à Sanglier (Nièvre) dans les années 1950.

En bas : les derniers ânes de trait de Sanglier (Nièvre) dans les années 1950, conduits par Joseph Mazoyer, père de Marcel Mazoyer.



Le moulin du Pont du Mousseau dans la commune de Villapourçon (Nièvre) dans les années 1970, lieu de naissance et ancienne propriété de Marcel Mazoyer.

des ceps, des framboises et des myrtilles, pour défaire les nids de buses pilleuses de basse-cour et dénicher quelques jeunes tourterelles ou geais faciles à apprivoiser. Je me souviens aussi d'avoir pisté des lapins sur la neige, de les avoir chassés de leur terrier avec un furet pour les attraper à la sortie avec un filet. Nous étions très heureux.

QUELS SOUVENIRS AVEZ-VOUS DE L'ÉCOLE PRIMAIRE ? EST-CE LÀ QUE VOUS AVEZ APPRIS LE FRANÇAIS ?

Avant d'aller à l'école, je comprenais un peu le français, mais je ne le parlais pas. Au village, on parlait le morvandiau, qui est aussi différent du français que peuvent l'être le limousin, l'auvergnat ou le catalan. On écoutait un peu la radio et les adultes parlaient français à l'occasion, avec les instituteurs, les gendarmes, les médecins, les voyageurs. Qui, eux, s'essayaient parfois risiblement au patois.

Maitresses et maitres d'école nous apprenaient le français. Pour cela, ils commençaient par nous interdire de parler morvandiau, nous empêchant ainsi d'exprimer ce que nous savions et que souvent ils ignoraient. Un jour, l'un d'eux rapporta de la chasse une pintade qu'il avait prise pour une perdrix. Mais le dernier de ces maitres, un jeune instituteur, un « hussard noir de la République » dans un État français qui depuis 1940 n'était plus une république, lui-même né en Morvan, nous encouragea à parler morvandiau entre

nous et avec lui, pour mieux faire état de ce que nous savions, pour mieux le traduire en français et mieux nous apprendre l'une et l'autre langue. Bref, pour nous libérer plutôt que de nous en imposer.

J'étais curieux de tout. Je voulais tout savoir et je ne ratais rien. Je me souviens particulièrement du dessin, je dessinais tout et je recopiais toutes les images qui me tombaient sous la main. Je me souviens aussi du chant, des récitations, des jeux de rôle et de mes premières lectures très édifiantes : *Jacquou le croquant*, *Fables de La Fontaine*, extraits du *Roman de Renart*. Cela me plaisait beaucoup. J'étais très intéressé aussi par les sorties avec ce jeune instituteur, qui essayait de nous montrer et de nous expliquer sur le vif tout ce dont il nous parlait en classe, qu'il s'agisse de grenouilles, de mésanges ou de myosotis.

C'était une école à deux classes. Les petits étaient tenus par l'institutrice et les grands, jusqu'au certificat d'études, par l'instituteur. Mais pendant la guerre, comme celui-ci était prisonnier, il fut remplacé par le jeune instituteur morvandiau déjà évoqué, et par une jeune institutrice toulousaine, grande, mince et blonde, plus nordique que méridionale, dont ma mère disait qu'elle paraissait plus ostrogothe qu'arabe. Je me demande où elle allait chercher ça ! C'est cette institutrice qui m'a préparé, quand j'avais une dizaine d'années, à l'examen du Diplôme

d'études primaires préparatoires³ (DEPP) et au concours des bourses pour entrer au cours complémentaire⁴, en me donnant chaque jeudi et samedi des cours supplémentaires.

VOUS AVIEZ 6 ANS EN SEPTEMBRE 1939, QUAND LE ROYAUME-UNI ET LA FRANCE DÉCLARÈRENT LA GUERRE À L'ALLEMAGNE. COMMENT S'EST PASSÉE LA PÉRIODE DE LA GUERRE AU VILLAGE ?

Je me souviens que les hommes mobilisables sont partis plus ou moins loin, les jeunes au front, les moins jeunes y compris mon père pas très loin. Que certains sont ensuite revenus en permission, en uniforme. Et que, lors des discussions au café, on se réjouissait qu'il n'y eût pas de morts comme en 1914-1918, mais on s'étonnait qu'on n'attaquât pas les Allemands.

À la suite de la débâcle en juin 1940, les gens du village, pensant voir les Allemands arriver d'un jour à l'autre, ont sorti les fusils de chasse et quelques vieux fusils de guerre – y compris un Mauser allemand que le Francis, notre voisin forgeron, avait réussi à rapporter de la Grande guerre – et ils ont échaudé un énorme barrage routier, fait de troncs d'arbres et de pierres, qu'ils ont gardé quelque temps. Jusqu'à un appel radio demandant à tous les hommes valides de rejoindre les troupes françaises en repli sur la Loire, pour y arrêter les Allemands. Tous ceux du village en état de le faire sont alors partis, à bicyclette ou en carriole, mon frère aîné sur sa moto toute neuve, jusqu'à Bourbon-Lancy à 45 kilomètres. Avec beaucoup d'autres, ils sont restés là jusqu'à l'armistice afin de garder un pont sur lequel sont passées sans s'arrêter plusieurs unités de l'armée française, mais toujours pas d'Allemands. Ce n'est qu'au retour qu'ils en ont croisés quelques-uns, en camion, qui les ont salués, également sans s'arrêter. Rentrés

³ Ce diplôme a sanctionné la fin des études primaires en France durant l'Occupation, de 1941 à 1945. Il était équivalent au certificat d'études primaires élémentaires.

⁴ Le cours complémentaire relevait formellement de l'enseignement primaire supérieur mais était de fait équivalent à l'enseignement secondaire au collège. Ce type de cours a disparu en France en 1959.

au village, ayant reçu l'ordre de remettre leurs armes à la gendarmerie, ils livrèrent les moins bonnes tout en gardant les meilleures, qu'ils ont alors soigneusement graissées, emballées et enterrées.

C'est seulement en septembre 1940 qu'une colonne allemande, chariots bâchés, soldats à pied et officiers à cheval, faiblement éclairée par des lanternes, passa de nuit sous nos fenêtres. Quelques jours plus tard, une dizaine de soldats sautaient de leurs véhicules découverts pour boire quelques chopines au café, où ma mère refusa de leur faire à manger, et pour acheter toutes les boîtes de sardines et tous les biscuits de l'épicerie de la Marcelle, en face de chez nous. Un jeune sous-officier autrichien, parlant français, donna discrètement un bidon d'essence à mon père.

Y A-T-IL EU DES RÉSISTANTS DANS LE VILLAGE ?

Sanglier était en zone occupée. Tous les villageois savaient qu'il faudrait se battre pour chasser les Allemands. En 1940, ils pensaient devoir le faire avec Pétain, avec les Anglais et avec de Gaulle. À partir de 1941, ils savaient qu'ils devraient le faire toujours avec de Gaulle et les Anglais, mais contre Pétain et les collaborateurs, puis avec les Russes et les Américains venus à la rescousse.

En 1941 toujours, notre médecin, d'origine roumaine, recensé comme juif, dut se cacher. Il fut installé en forêt par mon père et un voisin, qui lui firent une cabane en genêt plutôt confortable où nous lui apportions tous les jours de quoi boire et manger. L'année suivante, les jeunes de la classe 1942, dont mon second frère, furent réquisitionnés par le Service du travail obligatoire (STO) pour aller travailler en Allemagne. Mais ils ne partirent pas. Prévenus par un gendarme qu'ils seraient bientôt arrêtés, ils allèrent rejoindre notre médecin, armés de quelques fusils de chasse opportunément détérrés, formant ainsi un embryon de maquis. En 1943, plusieurs maquis importants, approvisionnés en armes par des parachutages anglais, se constituèrent en Morvan. Les jeunes de Sanglier et des environs, les réfractaires au STO et d'autres, s'y retrouvèrent. En 1944, certains

rejoignirent le maquis des Fraichots, un hameau écarté à 6 kilomètres de Sanglier, à moitié abandonné et regagné par la forêt. Appelé maquis Louis, du nom de guerre du capitaine anglais qui le commanda quelque temps, ce gros maquis bien armé par les parachutages et assez redouté ne fut jamais attaqué. Durant l'été 1944, il multiplia les sabotages de voies ferrées, les attaques de convois routiers et les coups de main qui handicapèrent sérieusement les Allemands dans leurs renforts de troupe et de matériels destinés au front, et il participa à la libération de quelques localités de la région.

IL N'Y A PAS EU DE REPRÉSAILLES ALLEMANDES ?

Si, mais pas dans le coin. Dans le Haut-Morvan, à 75 kilomètres plus au Nord, les bourgs de Dun-les-Places et de Planchez furent brûlés et les hommes y furent fusillés. On n'a pas souvent vu des Allemands à Sanglier. Au début de l'Occupation, ils avaient échafaudé un grand mirador d'observation en bois, au sommet du Mont Genièvre, mais ils y montaient en général par un autre chemin. En 1944, les convois passaient à une dizaine de kilomètres de là. De fait, depuis la fin de 1943, on voyait plus de maquisards que d'Allemands : des FFI des Fraichots et des FTP de passage, contents de se retrouver. J'étais aux premières loges.

ET VOUS, QUE FAISIEZ-VOUS ?

Nous, les enfants, avions formé un maquis bien sûr ! Nous passions des heures dans une cabane au fond d'un fourré, à tailler au couteau des mitraillettes en bois et à fabriquer des brassards tricolores, avec croix de Lorraine. Nous tendions des embuscades. Nous avons même « libéré » Sanglier et défilé, brassard au bras, sur le pavé du bourg. Je tenais aussi à jour la carte du front russe. C'était ma spécialité. L'oreille collée à la TSE, je notais les informations. Puis, sur une grande carte affichée derrière la porte du café, je marquais par des punaises les dernières positions occupées ou reprises, que je reliais par un fil rouge pour dessiner la ligne de front. Au début, nous ne connaissions guère que Leningrad, Moscou,

Stalingrad... Mais, de proche en proche, nous avons découvert les lignes de retrait successives, jusqu'à la dernière ligne : Novgorod, Smolensk, Orel, Voronej, Stalingrad, Grozny. Avant de les revoir à l'envers jusqu'à Berlin.

LES GENS DE VOTRE VILLAGE PARLAIENT-ILS SOUVENT DE POLITIQUE ?

Oui, très souvent. Même si on parlait aussi des choses ordinaires. J'ai quelques souvenirs de discussions animées d'avant-guerre : sur Blum et le Front populaire, Hitler et la menace allemande, Daladier, Chamberlain et Munich. Mais comme ces discussions ont été évoquées souvent par la suite, je ne sais plus si ces souvenirs proviennent de mes impressions premières ou de ces rappels. En revanche, j'ai un souvenir direct de ce qui se disait pendant la guerre.

Le fait est que les gens du village parlaient ouvertement, et beaucoup, de politique. C'étaient des petits paysans, vivant tous dans des conditions semblables, solidaires, qui se connaissaient et se parlaient depuis l'enfance. Mais ce n'était pas un monde fermé. Tous avaient travaillé à l'extérieur ou fait la guerre, ou avaient un proche dont c'était le cas. Ils avaient attrapé ici ou là des inclinations politiques variées, ils en discutaient souvent, avec éclat mais sans rancune. En revanche, ils se méfiaient du tout-venant des villes. On ne devait pas leur dire un mot de ce qui se faisait ou se disait, au bourg ou à la foire. Dans beaucoup de villages où j'ai eu l'occasion de travailler, où les conditions des agriculteurs étaient beaucoup plus inégales, avec quelque notable à flatter ou à redouter, les gens m'ont paru moins solidaires et moins libres de parler politique. En ma présence du moins.

Il m'est arrivé de penser que Sanglier, égalitaire, solidaire, démocratique, n'avait peut-être jamais été soumis à personne. En effet, pas de trace de château féodal sur le Mont Genièvre : les terres sont trop accidentées, trop caillouteuses, trop maigres pour que les paysans en tirent un produit excédant leurs besoins domestiques. Pas d'excédent régulier, pas de tribut, pas de seigneur. Tout au plus quelques brigands

pouvaient-ils passer de temps en temps pour piller une récolte ou voler du bétail. Pas trace non plus de villa gallo-romaine. Les Romains pensaient sans doute qu'il valait mieux capturer ici les jeunes valides pour les vendre comme esclaves dans les domaines agricoles situés sur les bonnes terres proches des cités de l'époque.

Les habitants du village étaient tous très attachés à la République. Les « grands-parents » parlaient encore de ceux, dont mon arrière-grand-père, qui avaient rallié les floteurs – c'est-à-dire les artisans organisant le flottage du bois du Morvan jusqu'à Paris – et les bourgeois républicains de Clamecy, insurgés contre le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Ils parlaient aussi de ceux qui, enrôlés parmi les Versaillais, avaient refusé de tirer sur les Fédérés, dont Louise Michel. Et les « parents » parlaient du petit père Combes et de Clémenceau.

Quelques anciens combattants avaient bien aimé Pétain, un officier d'origine paysanne qui avait la réputation de ménager la troupe. Mais ils pensaient que, trop vieux, il était manipulé par les défaitistes et les collaborateurs. Les plus jeunes aimaient bien de Gaulle, mais ils se demandaient s'il était vraiment démocrate.

À L'AUTOMNE 1944, QUAND VOUS ÊTES PARTI AU COURS COMPLÉMENTAIRE DE DECIZE, DE QUELLES VALEURS ÉTIEZ-VOUS IMPRÉGNÉ ?

En juin 1944, j'avais passé le diplôme d'études primaires préparatoires et le concours des bourses, à Château-Chinon où ma mère m'avait conduit en voiture à âne. En octobre, la région était déjà libérée alors que la guerre n'était pas finie. Le maire de Villapourçon d'avant la guerre venait de retrouver son poste, c'est lui qui m'a conduit à Decize en automobile, avec mon père. J'avais la conviction que l'instruction publique était pour nous un acquis fondamental, que nous la devions à la république, à la démocratie. Et qu'il n'était pas question de négliger l'école. Je suis donc parti au cours complémentaire, très fâché de m'y retrouver enfermé, en pension, mais bien décidé à tout apprendre. Au moment de partir,

mes petits voisins m'ont demandé si j'allais les oublier. Je leur ai juré : jamais ! Et je m'y suis tenu.

J'étais le seul de ma classe d'âge à partir au cours complémentaire. Quelques-uns sont restés au village, d'autres sont partis travailler au Creusot, à Nevers ou à Paris. Ma voisine de deux ans mon aînée est devenue institutrice. J'ai souvent pensé que les bons élèves de la communale qui, faute d'appui, avaient arrêté là, auraient mieux réussi que beaucoup d'autres, plus fortunés, qui avaient continué. Les étudiants des grandes écoles étaient issus de milieux plus restreints que ceux des universités, et ceux des universités de milieux plus restreints que ceux du secondaire. Plus facile d'être premier à Paris qu'à Nevers, à Nevers qu'à Decize et à Decize qu'à Sanglier...

ACQUÉRIR LA CULTURE SCOLAIRE

À L'AUTOMNE 1944, VOUS ÊTES ENTRÉ AU COURS COMPLÉMENTAIRE DE DECIZE. COMMENT S'EST PASSÉE CETTE RENTRÉE ?

C'était la première fois que je sortais du Morvan. Et, passé Saint-Honoré-les-Bains, j'ai été étonné de voir peu de forêts, peu de haies, et de découvrir que les champs, les prés et les bâtiments étaient plus grands que chez nous. Étonné aussi d'apercevoir plusieurs châteaux, en ruine ou habités.

Après une heure de route, Decize surgit, dressée sur son promontoire, juste après la Loire dont nous venions de traverser le lit encombré d'alluvions, en empruntant un grand pont abîmé par la guerre, à peine rafistolé. La montée vers le cours complémentaire, situé tout en haut de la ville, se faisait par la rue Saint-Just, où se trouve la maison natale de ce jeune révolutionnaire, ami de Robespierre, élu député à la Convention nationale en 1792 et guillotiné deux ans plus tard. Puis, ce fut l'arrivée au cours complémentaire, où tout se passa très vite : accueil du directeur, affectation d'un lit dans le dortoir des « petits », dépôt de ma valisette en bois d'épicéa faite par mon cousin, et départ précipité de mon père et du maire, toujours pressé.

Je me suis donc retrouvé dans la grande cour où les pensionnaires venus des environs faisaient connaissance. C'est alors que, ayant décliné mon identité et mes origines morvandelles, un grand Neversois s'empressa de me lancer : « Ah le Morvan, c'est un pays de terroristes ! ». D'où coups de poings, empoignades et comparution immédiate devant le directeur qui, considérant que j'avais porté le premier coup, me dit sans ménagement qu'il m'aurait immédiatement renvoyé si mon père avait encore été là. Mais, connaissant mon adversaire, il ajouta que, la guerre étant finie, il fallait désormais non pas me battre avec lui mais lui parler. Ce que je compris mieux quand ce garçon, finalement très gentil, m'apprit lui-même qu'il était en pension à Decize parce que son père, policier très connu à Nevers, venait d'être mis en prison pour collaboration.

AVEZ-VOUS D'AUTRES SOUVENIRS DE CETTE RENTRÉE ?

Oui, le cours complémentaire lui-même, sans charme particulier, en assez bon état. Et la ville de Decize, pas trop abîmée par la guerre, avec ses restes de remparts antiques et de château médiéval, ses églises, ses halles, ses terrains de sport, son port et ses faubourgs industriels. Une vraie ville, la première pour moi. Un monde inconnu que j'ai malheureusement trop peu exploré à cette époque parce que rien n'était fait pour cela : pas de professeur ou de surveillant pour nous montrer et nous expliquer les monuments, les quartiers et les nombreuses fabriques des environs. Il aurait été passionnant de savoir par exemple que Decize était un ancien oppidum éduen, au croisement des voies gallo-romaines Autun-Bourges et Roanne-Orléans, la première passant d'ailleurs par Sanglier. Une occasion manquée. Nos promenades sous surveillance du jeudi, qui nous conduisaient presque toujours dans le même vallon écarté où nous pouvions explorer sans fin une sorte de forêt galerie et fouiller les débris d'une ancienne tuilerie, m'ennuyaient à mourir. Mais, sans vestes à boutons dorés, nous n'étions peut-être pas bien vus en ville...

TOUS LES ÉLÈVES ÉTAIENT-ILS INTERNES ?

Non, les fils de commerçants, d'employés et d'ouvriers de la ville et des faubourgs étaient externes et rentraient chez eux midi et soir. La plupart des internes, fils de mineurs de La Machine ou de paysans des environs, ne pouvaient rentrer chez leurs parents qu'en fin de semaine. Ceux qui venaient de trop loin pour cela pouvaient aller chez un correspondant agréé plus proche. Les autres, une dizaine, avaient droit à la promenade dominicale. Heureusement, j'avais un grand-oncle et une grand-tante habitant Champvert, à une lieue de là, chez lesquels je me rendais le dimanche.

Je rentrais à la maison, à 40 kilomètres de là, trois fois par an : à Noël, à Pâques et pour les grandes vacances. Je prenais le train jusqu'à la gare de Rémilly, à une dizaine de kilomètres de Sanglier. On venait me chercher et me reconduire en voiture à âne. Parfois même en traineau : en janvier 1946, en pleine tempête de neige, nous avons réussi à passer la Vieille Montagne grâce à l'héroïsme de Mathurin, mon âne préféré. Lors de la dernière année, je ne prenais plus le train, je faisais tout le chemin à bicyclette, par beau temps bien sûr.

COMMENT ÉTAIT STRUCTURÉE UNE JOURNÉE AU COURS COMPLÉMENTAIRE ?

Étude, petit-déjeuner, trois heures de cours, déjeuner-récréation, trois heures de cours, étude, dîner, encore étude, extinction des feux. Les surveillants d'étude vérifiaient que nous avions fini nos devoirs avant de nous autoriser à faire autre chose. Un emploi du temps chargé et très réglé.

Nos professeurs, instituteurs du primaire sélectionnés et formés pour devenir des professeurs spécialisés du primaire supérieur (en maths, physique, chimie, sciences naturelles, français) étaient excellents et très exigeants : exercices, interrogations, passages au tableau, devoirs en étude surveillée. Tout était fait pour nous apprendre non seulement le programme, plus chargé que celui des collèges, mais pour nous apprendre à travailler vite et bien. En entrant au lycée, je me suis rendu

compte que j'avais déjà assimilé une bonne partie du programme de seconde, notamment en maths, physique, chimie, et que je savais travailler.

J'aimais particulièrement le dessin, le français et la gymnastique parce qu'en ces matières, les professeurs s'occupaient plus personnellement de chacun de nous. Mais je voulais tout savoir et j'aimais toutes les matières.

Cela étant, je trouvais qu'on ne faisait pas assez de visites guidées et de séances d'atelier. Je trouvais que le professeur d'histoire-géographie nous parlait trop des rois et des guerres, des capitales et des frontières, et pas assez des paysans et de l'agriculture. Et nos petits camarades allemands, dont les parents travaillaient après la guerre au centre de recherche sur les moteurs à réaction de Decize, nous disaient que notre professeur d'allemand était nul. L'allemand était la seule langue étrangère enseignée. L'anglais m'a toujours manqué par la suite.

COMMENT ÉTAIT L'AMBIANCE GÉNÉRALE ?

L'ambiance dans les cours et les études de la journée, sous le contrôle de professeurs et de surveillants attentifs, et auxquels participaient les externes qui voyaient leurs parents tous les jours, était sévère mais agréable.

L'ambiance de l'internat en revanche était exécration. Le directeur, dirigeant l'enseignement, enseignant lui-même et administrant l'internat, était débordé. N'ayant pas de surveillant général et mal secondé par son épouse institutrice dirigeant l'école primaire, il s'en remettait pour la discipline à des surveillants d'internat très occupés à préparer le concours d'entrée à l'École normale, qui laissaient les « grands » abuser de leur force pour établir un ordre à leur avantage. Bizutant et rançonnant les petits, ils leur faisaient faire leur lit et cirer leurs chaussures. S'installant en bout de table à la cantine, ils se servaient les premiers très largement, alors que les rations étaient déjà insuffisantes. Et, au moindre manquement, ils distribuaient des coups de ceinture.

Le manque d'autorité légitime effective, l'éloignement des parents, la peur des

représailles rendaient toute plainte impossible. La peur régnait. C'était une ambiance « concentrationnaire ».

EN DÉPIT DE CETTE AMBIANCE TRÈS DURE, VOUS ÊTES-VOUS FAIT DES AMIS ?

Effectivement, dans ce climat pénible, les liens d'amitié désintéressée étaient rares. Chacun se repliait un peu sur soi. J'avais cependant un ami de mon âge qui, pendant les vacances, est venu plusieurs fois me voir à bicyclette à Sanglier. Je l'ai revu quelquefois à Paris, cinq ans plus tard. J'avais aussi un ami plus âgé, un « grand » de l'assistance publique élevé dans le Morvan auquel ma mère, elle-même de l'assistance publique, avait demandé de veiller sur moi. Et un plus « petit », un fils de marinier sans correspondant et ne recevant jamais de visite, souffre-douleur de quelques lâches, que j'essayais de protéger.

PRÉPARANT LE BREVET, QUE PENSIEZ-VOUS FAIRE ENSUITE ?

Depuis l'école primaire, je voulais être ingénieur travaillant pour l'agriculture. Reçu au brevet avec mention très bien, tout le monde voulait que je prépare le concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs. Mais j'ai refusé et mes parents m'ont inscrit au lycée de Nevers.

Je n'ai retrouvé aucun de ceux qui étaient au cours complémentaire avec moi dans ce lycée. Deux sont entrés au lycée technique, deux à l'École normale d'instituteurs, quelques-uns ont dû aller dans d'autres lycées, mais la plupart ont passé des concours d'entrée aux PTT ou à la SNCF et ont commencé à travailler.

À L'AUTOMNE 1948, VOUS ÊTES ENTRÉ AU LYCÉE DE NEVERS : L'AMBIANCE ÉTAIT-ELLE LA MÊME QU'AU COURS COMPLÉMENTAIRE DE DECIZE ?

L'emploi du temps était le même, mais les conditions de travail et de vie étaient totalement différentes. Il y avait un proviseur invisible, reclus dans son bureau. Un censeur d'allure sévère, plus soucieux de morale que de discipline, aimablement attentif à

chacun de nous et veillant à ce que nous soyons bien traités. Un surveillant général débonnaire, mais auquel rien n'échappait. Des répétiteurs et des surveillants, eux-mêmes très surveillés, distants ou familiers, mais justes et bien considérés. À l'exception d'un seul, un agrégé de physique qui, n'ayant jamais réussi à tenir une classe, en était réduit à surveiller l'étude du soir. Aucun abus d'autorité. Mais les insuffisances de travail et de résultats étaient sanctionnées par des devoirs supplémentaires, des retenues et même des blâmes, sans excès toutefois. En conséquence, les relations entre les uns et les autres étaient infiniment meilleures qu'à Decize. Et je me plaisais bien au lycée.

Autre particularité agréable de ce lycée : la plupart de ses bâtiments ayant été détruits pendant la guerre, les internes étaient logés dans ceux qui restaient debout. Nous traversions donc la ville chaque jour pour aller au Musée de la faïence et des beaux-arts, où des salles de cours avaient été aménagées. Bien que surveillées, ces promenades étaient de fait récréatives, elles nous laissaient découvrir la ville, le Palais ducal, la cathédrale, la porte du Croux, le parc, les belles devantures et les jolies demoiselles. Grâce à cela, nous n'avions pas du tout l'impression d'être en prison. Séparer pensionnat et bâtiments d'enseignement par un bon kilomètre de rue piétonne me semble être une bonne règle à respecter.

Le jeudi après-midi, je faisais du sport et le dimanche, j'allais déjeuner et passer une partie de l'après-midi chez mes gentils correspondants : la fille du dernier sabotier proche de Sanglier, une infirmière mariée à un cheminot neversois.

DE QUELS MILIEUX SOCIAUX ÉTAIENT ISSUS VOS CAMARADES ?

Il y avait plus de fils de professeurs, ingénieurs, cadres, médecins, dentistes et commerçants qu'au cours complémentaire. Surtout parmi les externes. Les fils d'agriculteurs et d'ouvriers étaient minoritaires, alors qu'à l'époque, la majorité de la population française était paysanne et ouvrière.

LES PROFESSEURS DU LYCÉE ÉTAIENT-ILS AUSSI EXIGEANTS QUE CEUX DU COURS COMPLÉMENTAIRE ?

Très bons professeurs en général, ils avaient une formation supérieure spécialisée. Exigeants mais moins pressants, ils laissaient plus de place à l'initiative des élèves, un peu comme dans l'enseignement supérieur. Alors qu'au cours complémentaire, les enseignants nous serraient de plus près, un peu comme dans le primaire.

Le professeur de gymnastique, M. Borrueil, est sans aucun doute celui qui m'a le plus marqué. Formé à l'École normale supérieure d'éducation physique, il était compétent en physiologie, en psychologie, en pédagogie et il s'occupait particulièrement de chacun de nous. Il m'a encouragé à faire du cross, du 1500 mètres, du handball et du vélo pendant les vacances. En revanche, les professeurs de physique, chimie, maths, histoire, géographie ou sciences naturelles, ayant tout appris dans leur domaine et peu de choses dans les autres, s'adressaient à nous comme à un groupe indifférencié. Mais leurs cours, vivaces ou monotones, avaient toujours un contenu de qualité.

J'ai trouvé notre dernier professeur de français, M. Juhlin, épatant. Plus on approchait de la littérature contemporaine, plus j'étais à l'aise. Ses sujets de dissertation, très actuels, faisaient appel à notre vécu et non à un monde d'un autre temps, difficile à imaginer. J'étais très touché par les lectures commentées de Mallarmé, Rimbaud, Verlaine et, quand j'avais fini mes devoirs, sur ses conseils, je lisais *La Mare au diable*, *Le grand Meaulnes*, *Les Thibault* et d'autres classiques.

Nous avions aussi un très bon professeur de dessin, M. Soiroit, qui m'a d'ailleurs présenté au concours général. J'ai dessiné de mémoire mon arbre préféré, le Charme de la Louère, un arbre pluricentenaire, énorme, isolé, branchu, qui se trouve près d'une ancienne fosse à piéger les loups, en pleine forêt de Châtillon, le long de la voie romaine conduisant à Autun. Je l'ai dessiné mi-vêtu de son feuillage d'automne, mi-dévêtu. Mais, à l'époque, je ne connaissais pas Chagall et je n'ai pas songé à hanter mon vieil arbre de fantômes. Je n'ai pas eu de prix.

En seconde, j'étais deuxième au classement général. En première et en terminale, j'étais premier presque partout, y compris en éducation physique, et j'avais le prix d'excellence.

ÊTRE PREMIER ÉTAIT-IL IMPORTANT POUR VOUS ? ÉTAIT-CE UNE MOTIVATION ?

Oui, c'était important car mes parents n'en attendaient pas moins. Mais ma motivation de tous les instants était de tout apprendre. C'est-à-dire d'écouter, de noter, de lire, de travailler et de discuter jusqu'à être sûr d'avoir compris tout ce qu'il faut et de tout savoir faire comme il faut. Mon objectif n'était pas d'être premier. Mais ne pas être premier signifiait qu'on pouvait faire mieux et que je devais encore m'appliquer.

APPRENDRE PAR CŒUR EST-ELLE UNE MÉTHODE QUE VOUS UTILISIEZ ?

Non, sauf pour les récitations et les jeux de rôle. À l'école primaire, j'écoutais, je lisais ce qu'il fallait, faisais mes devoirs, et repassais le tout en revue, en temps voulu. Au cours complémentaire, pour m'approprier le contenu des matières exigeantes comme les maths et la physique, ou complexes comme l'histoire et la géographie, j'avais suivi les conseils d'un surveillant préparant l'école normale, que je m'étonnais de voir souvent réfléchir les yeux au ciel ou murmurer les yeux fermés, et qui m'avait expliqué que relire ou recopier une leçon est moins efficace que de la réviser mentalement.

ARRIVÉ EN TERMINALE, QU'ENVISAGIEZ-VOUS POUR LES ANNÉES SUIVANTES ?

Je voulais toujours être ingénieur en agriculture. Parce que je voulais continuer de tout apprendre, afin de tout comprendre de la terre, de la vie, de l'agriculture et de la société rurale, en Morvan et ailleurs. Certains ont voulu me pousser vers Polytechnique, les Mines ou les Arts et métiers, mais je pensais que ces grandes écoles, vouées à l'armée, aux mines, à l'industrie, au commerce et aux villes, ne répondraient pas à mes aspirations. J'ai donc résisté à ceux qui voulaient me pousser par là. Le censeur, bien renseigné, m'avait dit qu'il fallait préparer le concours d'entrée



© INRAE / Mazoyer

Fête de la « prépa agro » au lycée Henri IV en 1952. Les chanteurs de la chorale sont en chemise blanche : Marcel Mazoyer est le sixième dans la file, penché sur sa gauche.

à une grande école formant des ingénieurs agronomes, la plus renommée étant l'Institut national agronomique. Il m'avait précisé que, le concours étant très sélectif, il valait mieux le préparer dans un grand lycée parisien comme le lycée Henri IV, mais que ce genre de lycée ne prenait en classes préparatoires que des élèves ayant obtenu une bonne mention au baccalauréat en mathématiques.

QUE SONT DEVENUS VOS CAMARADES DE CLASSE ?

Aucun autre n'a préparé l'Agro. Quelques bons élèves sont allés dans d'autres prépas. L'un a fait Polytechnique, un autre les Arts et métiers, un troisième les Ponts et chaussées. La plupart sont entrés à l'université ou ont commencé à travailler. Nous nous sommes dispersés et souvent perdus de vue. Mais je suis resté en contact avec une demi-douzaine d'entre eux, nous nous sommes retrouvés durant longtemps presque chaque année soit à Paris soit à La Charité-sur-Loire : Roland Beausillon, chercheur ; Dondon, ingénieur de l'armement ; Jean-Pierre Girard, administrateur de théâtre ; Claude Guignard, ingénieur chez Alstom ; André Harris, journaliste et scénariste ; Martinet, professeur ; Mongiat, journaliste. Je suis également resté en contact longtemps avec des camarades africains, qui sont tous

devenus ministres par la suite : Jean-Baptiste Bouboutou et Henry Mounthault, de Brazzaville ; François Gnenabo, d'Abidjan ; Victor et Joseph Kaboré, de Ouagadougou.

LE BACCALURÉAT EN POCHE, QU'AVEZ-VOUS FAIT ?

D'abord, j'ai été très content d'apprendre que j'avais les mentions nécessaires pour entrer en classe préparatoire Maths sup bio à Henri IV. Le lendemain, je suis parti à vélo de Sanglier pour voir mon père qui travaillait sur un barrage au Saut du Doubs, à la frontière suisse. Il m'a donné un peu de sous pour les vacances et une très belle montre, et je suis parti à vélo en direction de la Côte d'Azur, avec une petite tente sur mon porte-bagages. J'ai fait du camping là-bas pendant deux à trois semaines. J'ai vraiment été ébloui par cette région. À l'époque, ce n'était pas surchargé de constructions, c'était superbe.

DEVENIR INGÉNIEUR AGRONOME, INGÉNIEUR DES EAUX ET FORÊTS

VOUS ÊTES ENTRÉ EN CLASSES PRÉPARATOIRES AU LYCÉE HENRI IV À L'AUTOMNE 1951.

Oui, mais pas sans tracas. Lors des formalités d'entrée, j'ai découvert que ma bourse était réservée à l'académie de Dijon. Sachant qu'à Dijon les chances

de succès au concours étaient très faibles et encouragé par la direction du lycée Henri IV, j'ai entrepris de faire transférer ma bourse à Paris. Un mois durant, j'ai dû courir de bureau en bureau au ministère, et jusqu'à l'attaché parlementaire du député de ma circonscription : François Mitterrand ! Mais, ça n'avancait guère. Jusqu'à ce qu'un jour, lasse de me voir, une employée du ministère mette mon dossier sur le haut de la pile partant à la signature...

CETTE PÉRIPÉTIE MISE À PART, QUELS SOUVENIRS GARDEZ-VOUS DE CETTE RENTRÉE ?

D'abord, très impressionné par le site lui-même, rayonnant entre tous : le lycée Henri IV, l'un des plus réputés du Quartier latin, se trouve en haut de la montagne Sainte-Genève, à deux pas de la Sorbonne et du Panthéon. Ses vieilles pierres et sa tour proviennent d'un ancien monastère fondé par Clovis en 506, devenu peu après abbaye Sainte-Genève. En ce lieu, Abélard fonda au XII^e siècle le premier collège de rhétorique échappant à l'autorité épiscopale et préfigurant l'université. Louis XIII y créa une importante bibliothèque. La première République y établit l'École centrale du Panthéon, qui devint ensuite le premier lycée de la République.

J'étais étonné de découvrir qu'une prépa de grand lycée parisien n'est pas une classe d'âge locale, majoritairement

issue d'un collège ou d'un lycée, mais un rassemblement d'internes issus de toutes les provinces de France et d'externes pour la plupart issus des quartiers chics et des banlieues huppées de la capitale. Je constatais qu'il y avait très peu d'enfants de paysans et d'ouvriers.

Le fait est qu'en province, beaucoup de bacheliers s'inscrivaient au plus près, à l'université ou dans des classes préparatoires généralement moins performantes. Et les grands lycées parisiens, disposant d'un nombre limité de lits, ne prenaient comme internes que les meilleurs. Nombre de très bons élèves de province ou de milieu modeste, ainsi que la quasi-totalité des filles, se trouvaient ainsi écartés de la course aux grandes écoles. Grandes écoles dont sont issus, en France, la plupart des hauts cadres et des dirigeants. Ce qui n'est pas sans conséquence : la gouvernance française ne manque ni d'ambition ni de science, elle manque de mixité et de sens commun.

Résultat : en Maths sup bio à Henri IV, trois fils d'agriculteurs, deux fils d'ouvriers, et pas une seule fille dans ma classe !

QUELLE ÉTAIT L'AMBIANCE AU LYCÉE ?

L'administration, très accueillante, s'est faite encourageante et même chaleureuse lors de mes démarches pour rester à Henri IV.

Les professeurs, considérés comme les meilleurs de l'enseignement supérieur dans leur discipline, étaient aussi attentionnés qu'exigeants. Nous étions suivis pas à pas : dans chaque matière, nous avions chaque semaine un devoir, une interrogation orale ou écrite, et de fréquents passages au tableau. Des professeurs inoubliables comme Balland, Benson, Debey, Gribinski, Reith. En biologie évolutive, physique quantique, relativité, chimie organique, mathématiques spéciales, nos professeurs passionnés nous conduisaient aux confins de la science en train de se faire. C'était autrement plus stimulant que d'écouter débiter des acquis.

Du côté des élèves, les « cubes » ayant déjà passé le concours et échoué une fois, ainsi que les « bicas » ayant échoué

deux fois, s'autorisaient de leurs échecs pour infliger quelques brimades initiatiques aux bizuts. Ce que, peu charitablement, je leur avais fait remarquer. Mais ces brimades étaient sans gravité et n'avaient rien à voir avec l'ordre carcéral du cours complémentaire.

VOUS ÊTES-VOUS FAIT DES AMIS ?

Oui, notamment Michel Aubineau avec qui je faisais des excursions géologiques et botaniques en Ile-de-France, lors de week-ends ou de congés de quelques jours : nous partions à vélo et campions. J'avais de bonnes relations avec tout le monde, mais plus particulièrement avec quelques internes ayant encore des attaches rurales : Béarnais attirés par Henri IV, qui m'apprenaient la pelote basque ; Bretons grégaires, mystérieusement attirés par le personnel majoritairement breton du lycée, qui me fournissaient en beurre salé ; Pieds-noirs plutôt libéraux, qui m'expliquaient le bled ; deux élèves préparant Normale sup lettres, passionnés de théâtre et de littérature. Et un externe habitant Neuilly, fils de grande famille terrienne, qui m'invitait au manège et à des réceptions où j'apprenais périlleusement à me tenir à cheval et dans le monde.

Par ailleurs, je gardais le contact avec ma famille : j'allais le jeudi prendre le chocolat de quatre heures chez ma tante et, le dimanche, déjeuner chez l'un ou l'autre de mes deux frères aînés habitant à Paris. Je rentrais chez mes parents lors des vacances, en train jusqu'à Nevers, à bicyclette ensuite.

VOUS OBTENIEZ DE TRÈS BONS RÉSULTATS, QUELLE ÉTAIT VOTRE MÉTHODE ?

Pour réussir, à partir du cours complémentaire, j'avais mis au point une méthode que j'ai utilisée tout au long de mes études. Cette méthode consiste à écouter ou à lire avec attention chaque leçon, en notant avec discernement, en style télégraphique, ce qui est nécessaire et suffisant. À apporter les compléments et clarifications utiles à ces notes, grâce à des lectures, des discussions ou des questions ultérieures. À établir à partir de cela un plan détaillé, aussi ordonné,

concis et approprié que possible. Puis, mentalement, à passer en revue ce plan pour ensuite, crayon en main, souligner les oublis et les imprécisions. Répéter cette opération jusqu'à ce qu'il n'y ait plus ni oubli, ni imprécision. Enfin, lors des révisions, refaire cet exercice et noter tout nouvel élément.

Étant premier dans la plupart des matières, mon entourage pensait que, sauf accident, je serais reçu dans un bon rang. Mais cela ne m'empêchait pas d'avoir peur d'échouer. Comme tous les candidats, j'ai eu peur jusqu'à la publication des résultats. Et longtemps après, il m'arrivait encore de me réveiller en sueur, convaincu d'avoir échoué.

FINALEMENT, VOUS AVEZ ÉTÉ REÇU PREMIER À L'AGRO, L'INA PARIS, AVEC LA MEILLEURE MOYENNE JAMAIS OBTENUE AU CONCOURS. COMMENT VOYIEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

Oui, j'ai battu le précédent record. J'étais fou de joie d'entrer à l'Agro. Mais je ne savais pas encore quelle spécialisation j'allais choisir. Je savais que je voulais une spécialisation utile au développement agricole et aux paysans. Par ailleurs, vu que j'étais boursier depuis le cours complémentaire et que j'allais être boursier encore à l'Agro, je souhaitais faire une école d'application comme les Eaux et forêts, le Génie rural ou les Haras, ou encore avoir une bourse de l'Inra, afin d'être payé le plus tôt possible. La certitude d'avoir un métier correctement payé trois ou quatre ans plus tard était une grande satisfaction car je comptais aider financièrement mes parents dès que ce serait possible. Enfin, après des années d'internat, la perspective de résider à la Cité internationale universitaire de Paris m'enchantait.

ÊTES-VOUS RETOURNÉ SUR LA CÔTE D'AZUR À VÉLO ?

Non, mais comme ma bicyclette était à Paris, et que je faisais du cyclisme depuis le lycée de Nevers, y compris en compétition, je suis rentré à Sanglier à vélo en faisant une étape dans un petit hôtel de l'Yonne. D'ailleurs, j'avais fait la même chose l'été précédent. Cela me plaisait bien et m'entraînait pour les compétitions estivales.

À L'AUTOMNE 1953, VOUS ÊTES ENTRÉ À L'AGRO. QUELS SOUVENIRS MARQUANTS AVEZ-VOUS DE CETTE RENTRÉE ?

La découverte de la Cité internationale universitaire du boulevard Jourdan : une quinzaine de résidences accueillant plus de mille étudiants et étudiantes de tous les continents et de toutes les disciplines, disséminées dans un vaste parc autour d'une maison internationale offrant toutes sortes de services. Une sorte de paradis, aux portes de Paris où, enfin libre, j'ai pris possession de ma chambre au pavillon de l'Agro.

Je connaissais déjà un peu l'école elle-même, rue Claude Bernard, sa bibliothèque et ses salles où j'avais passé les épreuves du concours, sa cour fermée, ancien jardin des apothicaires, et ses couloirs garnis de vitrines exposant de précieuses collections de matériels agricoles miniatures et d'insectes de tous les continents.

Le jour de la rentrée, le directeur nous accueillit solennellement dans le grand amphithéâtre. Nous ayant complimenté, il nous exhorta à continuer de travailler pour être à la hauteur des missions de l'agronome. Et il me reçut personnellement pour m'expliquer que, entré premier, je devais faire office de président de promotion jusqu'à l'élection de celui-ci.

Les anciens nous accueillirent par quelques jours de brimades, toujours inadmissibles à mes yeux mais plutôt drôles, qui se terminèrent par un défilé carnavalesque avec chars, orchestre, arroseuse et même un éléphant prêté par le zoo de Vincennes ! Un défilé monstre, qui partait de la rue Claude Bernard pour se terminer place Saint-Michel, autorisé par la Préfecture de police et auquel participait joyeusement le public. Impensable aujourd'hui. L'entrée à l'Agro était une fête.

Sur les 110 élèves de ma promotion, il n'y avait que 5 fils d'agriculteurs, 4 fils d'ouvriers et 4 filles. Alors qu'il y avait encore près de 30 % de population agricole en France...

QUELS SONT VOS SOUVENIRS DE L'ENSEIGNEMENT À L'AGRO ?

Les enseignements généraux de mathématiques, physique, chimie, biologie,

centrés prolonger ceux des classes préparatoires, étaient parfois redondants. Les enseignements nouveaux, plus appliqués, de génétique et de nutrition animale, de science du sol, d'agronomie, zootechnie, foresterie, machinisme, industrie alimentaire, étaient plus intéressants. Les travaux de laboratoire, les visites de terrain et les voyages d'étude étaient passionnants. Notamment avec Roger Blais, professeur d'économie forestière qui nous fit découvrir les essences, aménagements et acteurs de la forêt domaniale de Compiègne et, tout près de là, dans la petite église de Morienvall, l'une des plus anciennes croisées d'ogives d'Occident. Avec Pierre Charlet, professeur d'anatomie animale qui, chez un éleveur du Boischaud Sud, pouvait discerner, à quelques kilos près, le poids d'une génisse ainsi que ses traits communs avec ses demi-soeurs entrevues la veille à 100 kilomètres de là. Avec Cyrille Riedel, professeur d'agriculture qui flairait l'humus dans les champs de betteraves de Seine-et-Marne. Avec René Dumont, professeur d'agriculture comparée qui, dans la région de Limoges, nous avait fait observer l'avancée des herbages et des conifères et participer à des entretiens bien conduits : d'une part, avec des agriculteurs ayant les moyens d'investir et des projets d'avenir, cherchant des terres pour s'agrandir ; d'autre part, avec des petits paysans peinant à se maintenir en soignant leurs terres, leurs cultures, leurs bêtes, et craignant que les dépouilles de leur exploitation, devenue non viable, ne soient reprises par ceux qui en avaient les moyens et non par des jeunes qui en avaient besoin pour s'installer.

COMMENT SE PASSAIENT VOS STAGES ?

Pour le stage précédant la rentrée de première année, j'avais choisi une ferme d'élevage de bovins Charolais du Bas-Morvan, assez proche de Sanglier pour m'y rendre chaque jour à bicyclette tout en continuant de travailler dans l'exploitation de mes parents. Cette ferme de stage disposait à la fois de terres accidentées, sableuses, couvertes d'herbages, et de terres alluviales couvertes de grasses prairies, de cultures fourragères et céréalières, où châtions, génisses et vaches de réforme

engraissaient bien. Une ferme idéale pour obtenir des bêtes ayant un rendement élevé en viande de qualité, dont l'exploitant tirait parti en les vendant sans intermédiaire aux bons bouchers de la région : un circuit court dirait-on aujourd'hui, qui lui avait déjà permis de s'agrandir et d'acheter un tracteur et une bétailière. Je participais un peu aux travaux des champs pour compenser le temps que l'exploitant et son commis me consacraient.

Quant à mon stage de deuxième année, je l'ai fait dans une exploitation céréalière à salariés, partiellement motorisée, du Bas Nivernais. Propriété d'un aimable châtelain féru de technique, elle était dirigée par un chef de culture distant, secondé par deux ouvriers permanents, et elle employait de nombreux saisonniers et journaliers aux périodes de pointe de travail. Pour prix de mon stage, je faisais moi-même office de saisonnier. Dormant dans la grange sur un lit de camp, commençant au petit jour, déjeunant sur le champ et n'arrivant à tenir la cadence jusqu'à la nuit qu'à coup de gros rouge (alors que je n'en avais jamais bu une goutte), j'ai partagé la souffrance au travail des salariés démotivés, exténués, imbibés d'alcool et j'ai vu les négligences et les malfaçons qui en résultaient. Alors qu'à Sanglier, la moisson, effectuée en famille et avec l'aide de voisins, était une occasion de réjouissance, même si elle était dure bien sûr, ici elle tournait au supplice. D'ailleurs, plusieurs personnes qui auraient pu y participer évitaient soigneusement de se montrer.

À l'époque, le stage de deuxième année, plus long, mieux préparé et mieux corrigé que celui précédant la première année, portait sur le milieu « naturel », les moyens de production, la conduite des cultures et des élevages, les dépenses et les recettes de l'exploitation, mais assez peu sur les aspects sociaux et environnementaux. Or, j'avais remarqué que parmi les grands champs ouverts de l'exploitation, les terres céréalières un tant soit peu hautes ou en pente, maigrement fumées, soumises à de multiples opérations de travail du sol depuis l'acquisition de tracteurs, donnaient des signes de fatigue dus à l'érosion. Je m'étais permis de dire qu'un

peu plus de bétail et de fumier, et quelques haies bien placées pour entre-couper la course des eaux de ruissellement, limiteraient les dégâts. À quoi il me fut répondu que la céréaliculture était ici d'un meilleur rapport que l'élevage, et que la manœuvre des tracteurs et de la moissonneuse exigeait des champs sans obstacle et de grande taille.

À l'issue de ce stage, outre un rapport général portant sur l'exploitation, nous devons rendre un rapport spécial portant sur une culture ou sur un élevage. Tout en craignant un refus, j'ai décidé de consacrer celui-ci à l'étude des haies, de leur utilité et de leurs inconvénients. J'observais d'abord que dans une région accidentée de polyculture-élevage comme le Morvan, les haies arborées, limitant l'érosion, fournissant du bois, des fruits, du fourrage d'appoint et servant d'abris au petit bétail et au gibier, étaient très utiles. Je reconnais qu'elles prenaient de la place et servaient aussi de refuge aux mauvaises herbes et que, dans les régions de grandes cultures comme le Bas Nivernais, elles gênaient la manœuvre des machines. Mais j'avais l'idée que des haies disposées au long des courbes de niveau, judicieusement espacées, arrêtant les éléments fins contenus dans les eaux de ruissellement naturellement entraînés vers les rivières, seraient finalement bénéfiques. Contrairement à mes craintes, ce rapport fut accepté et bien apprécié par l'assistant de la chaire d'agriculture chargé de le corriger, très intéressé par ce genre d'étude. Quelques années plus tard, Sané de Parcevaux de Tronjoly, un camarade de promotion breton devenu chercheur à l'Inra, démontrait que la suppression inconsidérée des haies dans le Grand Ouest coûtait plus cher qu'elle n'était censée rapporter, car les haies freinaient les eaux de ruissellement et les vents desséchants de l'été.

FAISIEZ-VOUS DU SPORT, DU DESSIN, DE LA MUSIQUE ?

Du sport, oui, car l'Agro comme les autres grandes écoles avait ses équipes de football, de rugby. J'étais remplaçant dans l'équipe de rugby et je faisais toujours du cross, du 400 mètres, du 800 mètres, et du vélo pendant les vacances.

Je faisais encore un peu de dessin, et du chant car nous avions monté une chorale. Mais c'est surtout la Cité internationale universitaire, avec sa bibliothèque, son théâtre, son cinéma, ses conférences, ses associations et ses rencontres, qui offrait des opportunités culturelles et artistiques. Sans compter le Quartier latin et Paris. À condition de ne pas céder au côté un peu grégaire des Agros. C'est à la cité internationale que j'ai rencontré Inge Lise Nielsen, qui allait devenir mon épouse. Elle travaillait au pair pour financer ses études de civilisation française à la Sorbonne.

COMMENT ENVISAGIEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

Ayant constaté qu'en Morvan comme en Limousin, les cultures de céréales et de tubercules cédaient du terrain aux herbages et à l'élevage, aux plantations de résineux et parfois même à la friche, j'envisageais de faire ma spécialisation soit en zootechnie à l'Agro avec une bourse de l'Inra, soit en foresterie à l'École nationale des Eaux et forêts (ENEF) de Nancy, comme ingénieur-élève rémunéré du corps des Eaux et forêts.

La spécialisation en économie et sociologie rurales m'intéressait au plus haut point : avec Denis Bergmann qui nous parlait d'économie et de politiques agricoles, Michel Cépède de sociologie, d'histoire de la pensée agronomique depuis l'Antiquité, de démographie, et R. Dumont qui présentait ses enquêtes techniques et économiques de terrain les plus récentes, ses évaluations de projets de développement agricole, ainsi que les réflexions qu'il allait publier dans son prochain livre. Mais je n'étais pas informé qu'il y aurait, pour la première fois, une bourse de l'Inra pour financer un chercheur stagiaire dans cette spécialisation. J'ai donc dit que je choisissais les Eaux et forêts et j'ai quitté l'Agro avant même l'amphi *situ* au cours duquel chacun choisissait sa spécialisation selon son rang de classement. Je suis parti avec Inge Lise, sur une Vespa que nous avions achetée à crédit, pour présenter notre projet de mariage à ses parents à Copenhague, à mes parents à Sanglier, et pour visiter la Côte d'Azur. À mon retour, quand j'ai appris l'existence de

cette bourse de l'Inra en économie et sociologie rurales, j'ai regretté mon départ précipité. Mais, il était trop tard : c'est Michel Gervais, avec qui je partageais bien des idées, qui avait pris ce poste.

ÉTIEZ-VOUS SÛR D'OBTENIR L'UNE DES QUATRE PLACES D'INGÉNIEUR-ÉLÈVE DU CORPS MÉTROPOLITAIN DES EAUX ET FORÊTS ?

Oui. J'avais assez d'avance au classement pour finir dans les quatre premiers, même si l'inspecteur des études, un ancien capitaine de l'armée, m'avait promis une très mauvaise note de conduite parce que j'avais qualifié d'agitprop une conférence en faveur du réarmement qu'il avait organisée, et probablement aussi parce qu'il jugeait mes idées trop à gauche.

QUELS SOUVENIRS AVEZ-VOUS DE LA RENTRÉE À L'ÉCOLE NATIONALE DES EAUX ET FORÊTS (ENEF) DE NANCY EN 1955 ?

J'ai peu de souvenirs, probablement parce que nous étions très peu nombreux : six élèves-ingénieurs métropolitains, sept élèves-ingénieurs se destinant à l'outre-mer, cinq élèves étrangers et un auditeur libre. Avec si peu d'élèves, la rentrée ne pouvait avoir l'allure solennelle qu'elle avait à l'Agro, avec plus de cent étudiants. De plus, je m'étais marié avec Inge Lise dès mon arrivée à l'école, j'étais donc externe et je n'ai pas participé aux soirées diverses organisées à l'occasion de la rentrée.

QUELLES ÉTAIENT LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT AUX EAUX ET FORÊTS À L'ÉPOQUE ?

Tout d'abord, du fait du petit nombre d'élèves, la proximité avec les enseignants était forte, certains d'entre eux adaptaient dans une certaine mesure leurs enseignements aux intérêts de leurs élèves, et beaucoup d'enseignements avaient un caractère participatif.

Ensuite, les enseignements d'écologie étaient très développés, en particulier l'écologie et la pédologie forestières. Or, l'enseignement de cette discipline

était très peu répandu ailleurs et, curieusement, il n'était pas présent à l'Agro. J'ai eu la chance d'avoir celui qui était sans doute le meilleur professeur de pédologie à l'époque, Philippe Duchaufour. Il nous parlait de la formation des sols, de leur évolution à travers l'histoire, de leur classification, du rôle qu'y jouaient les microorganismes : on était loin d'une espèce de science du sol agro-chimique, concentrée sur les caractères physiques et chimiques des sols et sur la fertilisation minérale ! Grâce à cette formation en écologie, j'ai toujours eu du recul par rapport à la focalisation de l'agronomie sur les aspects mécaniques et chimiques, durant quarante ans environ. Et je n'ai pas été surpris quand l'agroécologie a commencé à faire surface, il y a une trentaine d'années : j'avais cette culture écologique que la plupart des agronomes spécialisés dans autre chose que la forêt n'avaient pas !

Autre point important, dans toutes les disciplines, les enseignements étaient reliés à la réalité et à la pratique. Si on parlait en cours de tel et tel sols, on allait les voir et il s'ensuivait une leçon de choses sur le terrain. Il en allait de même pour les écosystèmes forestiers, et tout le reste. Chaque année, un voyage régional nous permettait de voir ce qu'il n'y avait pas dans la région de Nancy. Je me souviens des voyages dans les forêts du Jura et des Pyrénées. C'est le meilleur système d'enseignement que j'ai connu dans ma vie, il présentait d'ailleurs des ressemblances avec ce que j'avais vécu à l'école primaire, quand l'instituteur nous emmenait voir ce dont il avait parlé qui était visible dans le village ou autour.

AVEZ-VOUS FAIT DES STAGES AU COURS DE CES ÉTUDES ?

Oui, les stages faisaient partie intégrante de la formation et ils étaient très bien reliés aux enseignements. Pour certains stages, nous recevions des instructions sur les choses à observer et à relater. D'autres stages étaient des exercices en groupe. Par exemple, à la fin de la seconde année, nous avons passé deux semaines tous ensemble à faire un grand projet d'aménagement et d'exploitation durable d'une forêt du Haut-Jura, avec calcul des résultats

économiques et des coûts sur plusieurs décennies, comme notre professeur d'économie forestière, Raymond Viney, nous l'avait enseigné. Tous ces stages étaient très encadrés, les enseignants étaient là avec nous, notamment Paul Silvy-Leligois, professeur d'aménagement forestier.

Nous bénéficions donc d'un entraînement pratique sur tous les aspects du métier d'ingénieur forestier. Nos enseignants avaient de solides savoir-faire acquis par des années de service, qu'ils partageaient avec nous. Ils n'avaient pas seulement des connaissances livresques.

ÉTAIT-CE UNE FORME DE COMPAGNONNAGE ?

Oui, une forme très perfectionnée, dont je me suis inspiré par la suite quand je suis devenu enseignant et que j'ai conçu des stages à l'Agro.

Une autre caractéristique de l'enseignement aux Eaux et forêts était la place importante faite aux travaux personnels : il s'agissait de lire des documents volumineux sur un sujet, de les analyser, de les synthétiser de manière ordonnée, et d'en faire une présentation écrite et une présentation orale devant les autres élèves et les enseignants concernés. Chaque élève devait faire plusieurs travaux de ce type au cours de son cursus, chacun explorant un sujet différent de celui des autres. Pour ma part, j'ai étudié les œuvres d'un forestier d'outre-mer qui avait fait un énorme travail sur les savanes des milieux tropicaux d'Afrique, sur leur diversité, leurs origines et leur histoire. Il montrait notamment qu'une partie des savanes africaines étaient des savanes avant l'époque néolithique, mais que la plupart résultaient du déboisement opéré par des agriculteurs néolithiques ou post-néolithiques. C'est à partir de ce travail que j'ai commencé à prendre conscience des origines de l'agriculture et de son influence énorme sur la dynamique des écosystèmes du monde.

Dans un autre travail personnel, en économie forestière, j'ai analysé les différents types d'aménagement et d'exploitation des forêts ayant existé dans l'histoire, en relation avec les

demandes en différents types de bois exprimées par la société : selon que ces demandes portent plus sur du bois de chauffage, du bois d'œuvre, du bois de pâte à papier, du bois d'industrie, etc., le mode de gestion des forêts change – forêt fureté, forêt jardinée, taillis sous futaie, etc. J'ai ainsi travaillé sur une période de mille ans, un parcours historique qui m'a énormément servi par la suite.

Par ailleurs, chaque élève devait faire un rapport sur une question forestière se posant dans l'une des régions que nous avions visitées. J'ai choisi de traiter de la conversion des forêts de feuillus peu productives en plantations de conifères en tout genre, hautement productives, dans le Limousin. Certes, ces plantations produisaient jusqu'à 10-12 mètres cubes de bois par hectare et par an. Mais l'humus qu'elles fabriquaient était acide, peu fertile, ce qui rendait difficilement envisageable un usage agricole de ces terres. Je pensais qu'il était plus approprié de replanter en forêts mixtes, combinant des résineux et des feuillus comme le chêne rouge d'Amérique, très productif aussi, ou comme des arbres fruitiers tels que le cerisier. Cela aurait été mieux que la monoculture d'épicéas, fragile en cas d'attaque par un parasite ou une maladie quelconque. C'était un vrai rapport d'étude sur la situation et le développement de la forêt en Limousin. D'ailleurs, quand je suis allé travailler dans cette région une dizaine d'années plus tard, j'ai constaté que ce rapport était connu.

Un autre travail personnel aboutissait à une conférence de fin d'année devant les inspecteurs généraux des eaux et forêts. Là, j'ai travaillé sur la défense et la restauration des sols dans les régions de montagne, en pensant au Morvan, relativement accidenté, où j'irais peut-être travailler un jour. J'étais inspiré par notre professeur Jean Venet, qui enseignait sur la restauration des terres de montagne.

AVEZ-VOUS TROUVÉ TOUTE LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE POUR CES TRAVAUX À L'ENEF MÊME ?

Oui, l'ENEF était de fait un centre de recherche important. D'ailleurs, quand je suis devenu plus tard chef du

département Économie et sociologie rurales à l'Inra, j'ai procédé à l'intégration du laboratoire d'économie forestière de Nancy dans ce département. Je ne suis pas sûr que cela a beaucoup servi aux chercheurs de Nancy. Cela faisait partie de ces regroupements auxquels les administrations procèdent toujours en pensant que cela permettra de faire des économies et d'accroître l'efficacité, ce dont je doute fort.

OUTRE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE, Y AVAIT-IL UN ENSEIGNEMENT EN ÉCONOMIE GÉNÉRALE OU EN ÉCONOMIE POLITIQUE ?

Pas vraiment. C'est pourquoi nous, les élèves, avons décidé de constituer un groupe de lectures et de discussions sur les œuvres de grands auteurs : Smith, Ricardo, Marx, Keynes, Samuelson, et d'autres. Chaque semaine ou presque, durant les deux années d'études, nous lisions une partie d'une œuvre, l'un d'entre nous la présentait brièvement au groupe puis nous en discutions. Nous terminions la séance par le choix de la lecture pour la semaine suivante. Je me souviens que j'ai trouvé beaucoup d'analyses de Marx très intéressantes, mais non pertinentes pour le secteur agricole qui était, et est toujours d'ailleurs, largement formé d'exploitations familiales, les travailleurs n'y étant pas séparés de leurs moyens de production, et auto-consommant encore à l'époque une bonne partie de leur production, celle-ci n'étant donc pas entièrement marchandisée.

ÉTIEZ-VOUS LE SEUL FILS DE PAYSAN DANS VOTRE PROMOTION ?

Oui. Il y avait aussi le fils d'un ouvrier chez Renault à Boulogne-Billancourt, le premier fils d'ouvrier à l'ENEF je crois. Et un fils d'instituteur aussi. Il ne faut pas oublier que le corps des ingénieurs des Eaux et forêts était ancré dans une tradition d'origine aristocratique ou bourgeoise. Nous étions le signe que, dans l'après-guerre, quelques personnes d'origine modeste pouvaient accéder à cette grande école.

Je me souviens de plusieurs très bons camarades : Jean Bébin, Claude Da Costa, Michel Guet, Pierre Monomakhoff, Vladimir Moustier.

VOUS AVEZ TERMINÉ VOTRE PARCOURS AUX EAUX ET FORÊTS EN FAISANT UNE ÉTUDE EN SUÈDE.

Le professeur de technologie et d'industrie du bois m'a confié, en binôme avec Pierre Mouchet qui était de la promotion suivante, une étude sur la fabrication de pâte à papier à partir de bois de feuillus. C'était très inhabituel à l'époque, où l'on produisait de la pâte à papier surtout par broyage mécanique de résineux. Mais les Suédois avaient mis au point depuis quelques années, dans deux ou trois usines, un procédé mécano-chimique basé sur l'utilisation de bois de feuillus. Or en France, beaucoup de forêts de feuillus avaient perdu de leur intérêt économique parce que le marché du bois de feu s'était complètement effondré à la suite du développement de l'utilisation des énergies fossiles. La pâte à papier pouvait donc constituer un nouveau débouché. Nous nous sommes rendus dans les usines en Suède, nous avons fait des enquêtes approfondies sur les procédés de fabrication et sur les coûts, et avons remis un rapport à caractère technique et économique.

L'ENEF est vraiment la meilleure école que j'ai connue et je me suis beaucoup inspiré de ses méthodes pédagogiques pour construire mes enseignements par la suite.

À LA FIN DE CES DEUX ANNÉES À L'ENEF, COMMENT VOYIEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

À court terme, je voulais être ingénieur forestier sur le terrain, dans une région de France, de préférence ma région natale. Cela étant, une chose m'inquiétait : j'avais compris que les jeunes ingénieurs forestiers faisaient du travail de terrain mais que, très rapidement, leur travail consistait essentiellement à administrer des choses et des personnes depuis leur bureau. Cela ne me plaisait guère. Pour le moyen et long terme, je commençais à penser à l'enseignement car j'avais constaté que mes séances d'exposés avaient bien fonctionné et un professeur de l'ENEF m'avait demandé si cela m'intéresserait d'y devenir assistant après quelques années d'expérience.

SERVIR COMME MILITAIRE À MADAGASCAR, COMPRENDRE L'AGRICULTURE SUR ABATTIS-BRÛLIS

À L'AUTOMNE 1957, VOUS ÊTES ENTRÉ POUR SIX MOIS À L'ÉCOLE DU GÉNIE MILITAIRE D'ANGERS. QU'AVEZ-VOUS APPRIS LÀ ?

Il s'agit d'une école spécialisée d'officiers de l'Armée de terre. Y avaient accès les ingénieurs des corps des Eaux et forêts, du Génie rural, des Ponts et chaussées, des Mines. On y apprenait l'art et la manière de construire des ponts, des routes, des barrages et autres infrastructures, et aussi l'art de les détruire, de combattre et de commander. L'enseignement y était plutôt bien fait, par des officiers expérimentés, et il comportait beaucoup d'exercices et de manœuvres, autant dire de récréations. Mais il fallait travailler car, au bout de ces six mois d'école, chacun choisissait son affectation selon son rang de classement. Et, pour être affecté ailleurs qu'en Algérie où la guerre battait son plein, il fallait sortir parmi les premiers.

Afin d'éviter une course au classement de plus, nous les Agros ayant poursuivi au Génie rural, aux Haras, ou aux Eaux et forêts, avons proposé de choisir les affectations par ordre de tirage au sort. Mais, quelques Polytechniciens ayant refusé, nous avons promis de les battre et, encouragé par mes pairs, j'ai fait ce qu'il fallait pour cela. Finalement, j'ai pu choisir Madagascar. Au dernier moment cependant, notre capitaine a souhaité que je reste quelque temps à Angers comme instructeur d'action psychologique. Mais, méfiant, j'ai refusé.

POURQUOI VOUS PROPOSER UNE TELLE AFFECTATION ?

Je m'étais fait remarquer lors des séances d'action psychologique. À la question « Armée de métier ou armée de conscription ? », j'avais répondu qu'une armée de conscription gardant ses armes à domicile, comme l'armée Suisse, me paraissait plus démocratique et plus efficace. Et, invité à critiquer un programme d'action psychologique visant à démoraliser les Égyptiens lors

de l'expédition de Suez de 1956, je m'étais permis de dire que les tracts montrant des soldats égyptiens pieds nus, fuyant dans le désert, et le président Nasser photographié en contre-plongée, grimaçant et gesticulant au sommet d'un micro, étaient inutilement méprisants voire racistes. Et en tout cas très inappropriés car, si les soldats-paysans égyptiens étaient probablement peu enclins à défendre le désert, ils étaient en revanche certainement prêts à se battre pied à pied pour défendre tout à la fois les terres fertiles de la vallée du Nil et leur idole, Gamal Abdel Nasser qui, par sa politique de réforme agraire, venait justement de permettre à une partie des paysans égyptiens, maltraités et méprisés depuis des siècles, d'accéder à ces terres et à la dignité.

VOUS AVEZ DONC REJOINT MADAGASCAR AU PRINTEMPS 1958. QUELLES FURENT VOS PREMIÈRES IMPRESSIONS ?

J'ai rejoint Tananarive, que l'on appelle communément Tana, en première classe Air France, avec champagne et repas gastronomique. C'était la première fois que je prenais l'avion, le grand luxe !

À Tana, j'ai passé quelques jours agréables. Le temps d'accomplir certaines formalités, de monter au *Rova*, l'ancienne résidence royale dominant la ville, de découvrir le *Zoma*, le grand marché étalant tous les produits locaux, parmi lesquels une multitude d'ustensiles et d'objets décoratifs en bois sculpté et en raphia multicolore. Le temps d'entendre, répétés à qui mieux mieux par les métropolitains, les « mystères » de la Grande île : le *mora-mora*, douce lenteur pour ne pas dire paresse de la population ; les *vazahas*, étrangers blancs venant de la mer, « demi-dieux » ou colons malfaisants ; les *fady*, tabous et interdits à respecter sous peine de représailles ; les *pakafous*, sorciers mangeurs de foie ou meurtriers déguisant leurs crimes ; la *menavodi*, araignée mortelle mais introuvable. Et, hantant ce théâtre d'ombres, le spectre de la rébellion indépendantiste écrasée en 1947. Le temps aussi, derrière ce discours initiatique, de découvrir le soir venu des enfants en guenilles cherchant quelques croûtons dans les poubelles



© INRAE / Mazoyer

À Madagascar en 1958, Marcel Mazoyer (à droite) avec ses collègues officiers de la coopération militaire.

au pied de l'hôtel, et des adolescentes attendant le client sous les yeux baissés de quelque paysan aux pieds nus, leur père au dire du portier. Un crève-cœur !

Puis, départ pour Moramanga à 100 kilomètres de là, par le tortillard conduisant jusqu'à Tamatave, sur la côte Est, et s'arrêtant dans le moindre village où des paysannes, bruissantes et colorées, offraient pour quelques centimes bananes, goyaves, litchis... Trois heures au moins à regarder défiler le paysage typique des Hauts-Plateaux centraux, d'environ 1 000 mètres d'altitude : une suite de vallées alluviales quadrillées de rizières, entrecoupées d'interfluvies collinaires, les *tanety* érodées, griffées de ravines et couvertes d'une maigre brousse arbustive servant de pâturage à quelques zébus.

Moramanga se trouve justement à la jointure entre, d'un côté, ces plateaux depuis longtemps déboisés, peuplés de Mernes d'origine austronésienne, cultivateurs de riz les pieds dans l'eau et, d'un autre côté, les terres accidentées et encore boisées de l'est, peuplées de Betsimisarakas cultivateurs de riz pluvial sur abattis-brûlis. C'était à l'époque une petite ville coloniale avec église, hôpital, administrateur civil, hôtels-restaurants et entreprises de travaux tenus par des Métropolitains ou des Réunionnais, avec quelques

commerces tenus par des Chinois, des Indiens ou des Malgaches. Il y avait aussi un camp militaire où cantonnaient un bataillon d'infanterie de marine de 600 hommes, pour la plupart africains, et une compagnie du génie d'une centaine d'hommes, pour la plupart malgaches ou réunionnais. Les officiers et sous-officiers, presque tous métropolitains, étaient logés au camp. Celui-ci était entouré d'une agglomération de cases abritant les familles, régulières ou non, des hommes de troupes.

Moramanga devait sa sombre réputation et son camp militaire surdimensionné à la violence de la répression du soulèvement nationaliste de 1947.

QUEL TRAVAIL FAISIEZ-VOUS À MORAMANGA ?

Sous-lieutenant, je commandais la première section de la compagnie du génie et, pendant deux ans, j'ai fait le métier de chef de chantier des bâtiments et des travaux publics : barrage-réservoir en terre compactée, routes, voie ferrée, bâtiments en parpaings. Mais, notre grande affaire fut le rétablissement de la route et de la voie ferrée qui s'étaient effondrées dans les défilés boisés de la Mandraka et de Périnet à la suite du cyclone de 1957. Quelques semaines à camper avec des sapeurs du génie malgaches, réunionnais ou

Marcel Mazoyer (à droite) en 1958 à Madagascar, sur le chantier de construction du barrage de Moramanga avec les sapeurs du génie.



© INRAE/Mazoyer

métropolitains, qui faisaient preuve d'une ardeur et d'une intelligence à la hauteur de l'utilité et de l'urgence de la tâche.

C'EST LÀ QUE VOUS AVEZ DÉCOUVERT LA CULTURE SUR ABATTIS-BRÛLIS.

Ce fut pour moi l'occasion en effet de découvrir le fameux *tavy* et d'en parler avec ceux qui le pratiquaient, les paysans Betsimisarakas, par l'entremise d'un caporal malgache parlant la langue. Considéré comme « barbare » et cause de la déforestation, ce mode de culture était interdit. Pour ne pas aller en prison et servir de main d'œuvre gratuite à l'administration, les paysans betsimisarakas s'installaient loin de la ville, de la route et de la voie ferrée. Là, en pleine forêt, ils abattaient des arbres et les faisaient brûler afin d'ouvrir des clairières. Puis, ils semaient du riz qui bénéficiait ainsi de la fertilité de l'humus forestier et des cendres issues du brûlis. Chaque famille paysanne avait une maison en clayonnage, d'une seule pièce, construite sur pilotis en haut de sa clairière cultivée. La maison comportait une petite avancée, sur laquelle une personne adulte s'installait à longueur de journée pour chasser les rongeurs et les oiseaux ravageurs des cultures : soit en les bombardant de cailloux blancs contenus dans un panier qu'un enfant remplissait régulièrement,

soit en tirant sur une corde reliée à un réseau de cordelettes supportées par des piquets branlants et portant des objets bruyants ou brillants pour les effrayer, soit en soufflant une petite flèche dans une sarbacane pour les tuer. Le riz pluvial ainsi cultivé donnait d'assez bons rendements la première année. Mais, les cendres s'épuisant vite et les herbes folles reprenant le dessus après deux ou trois ans de culture, les parcelles étaient alors abandonnées à la friche de longue durée, de quinze à trente ans, d'abord herbeuse puis arbus tive et enfin arborée.

Les paysans défrichaient donc chaque année une parcelle proportionnée à leurs besoins. Ils ne pratiquaient ces cultures ni sur les pentes trop fortes où l'abattis-brûlis aurait provoqué une érosion ravageuse, ni sur les friches trop jeunes où les rendements auraient été insuffisants. La population augmentant avec le temps, lorsque ses besoins dépassaient les possibilités locales de production rizicole, ceux qui manquaient de terres boisées convenables sur place allaient en trouver d'autres dans les zones moins peuplées, ou bien ils partaient travailler chez les agriculteurs mernes ou européens des autres régions, ou bien encore en ville. Au final, ces cultivateurs ne détruisaient pas la forêt des régions accidentées de la Grande île. Pas plus que les cultivateurs sur

abattis-brûlis des Vosges, du Jura ou d'ailleurs ne l'avaient fait autrefois en France.

À l'inverse, à Madagascar comme en Europe, les régions peu accidentées de vallée, de plaine et de plateau étaient depuis longtemps largement déboisées et occupées par des cultures et par des herbages, ce qui laissait peu de place aux reliques forestières qui persistaient tout de même sur les terrains abrupts. Les régions accidentées encore boisées servaient de réserve de main d'œuvre, de bois, de minéraux, de gibier ou de réserve naturelle ou touristique. De là à penser que l'interdiction du *tavy* avait pour objectif de mettre cette main d'œuvre et ces ressources à la disposition de ceux qui avaient les moyens d'en tirer profit, il n'y avait qu'un pas. Un pas que le forestier nommé Manceau, en charge d'un projet de réserve naturelle dans la région de Périnet, connaissant bien la forêt et les paysans, m'a aidé à franchir.

QUELLES ÉTAIENT ALORS VOS RÉFLEXIONS SUR LES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Vers la fin de mon séjour, un jeune ingénieur du génie rural nommé Fortin m'a parlé de la tentative manquée des services agricoles d'installer des paysans betsimisarakas sur un périmètre

irrigué rizicole aménagé par le Génie rural aux abords du lac Alaoutre : refusant « l'esclavage de la rizière les pieds dans l'eau » et préférant de loin la culture et la chasse en forêt, les « bénéficiaires » de ce projet rentraient chez eux au plus vite. Mais, j'ai manqué de temps pour aller en discuter avec les personnes directement concernées. De même, j'ai entendu parler de ce que faisaient d'autres peuples comme les Sakalava de l'ouest, les Antandroy du sud, mais j'ai manqué de temps pour aller observer leurs pratiques et en parler avec eux.

En tout cas, je me rendais compte de manière très concrète qu'en agriculture, les connaissances générales ne suffisent pas pour agir, et que l'expérience acquise ici n'est pas forcément transposable là. Les agriculteurs mernes, betsimisarakas, sakalaves, antandroy se trouvant dans des conditions naturelles, économiques et sociales très contrastées, ils conduisaient des combinaisons de cultures et/ou d'élevage variées, avec des outils et des matériels différents et inégalement puissants. Je constatais sur le terrain qu'on ne pouvait pas lancer un projet d'amélioration des pratiques agricoles sans étudier au préalable et en profondeur les différents aspects écologiques et sociaux de la situation existante, et sans consulter attentivement la population concernée. Comme le disaient les vieux agronomes,

l'agriculture est un art de localité, une idée que les agroécologistes ont redécouverte.

Au-delà de ces aspects, je me posais des questions plus vastes : qu'est-ce qu'une société libérale dans laquelle une partie de la population, les Betsimisarakas par exemple, se voit interdire de pratiquer sa principale activité de subsistance ? Qu'est-ce qu'une démocratie, dans laquelle de nombreux administrés se trouvent, de naissance, privés de libertés fondamentales ? Qu'est devenue la souveraineté populaire dans une république qui, depuis plus de cent ans, occupe des territoires et administre des peuples privés de souveraineté ?

COMMENT VOUS ENTENDIEZ-VOUS AVEC LES MILITAIRES ?

Très bien. Beaucoup d'officiers et de sous-officiers de carrière étaient issus de la résistance et quelques-uns de la vieille noblesse. Les principes d'équité et de non-discrimination raciale étaient appliqués avec rigueur : un capitaine d'infanterie de marine accusé, après enquête de l'officier d'action psychologique, d'avoir bousculé un tirailleur sénégalais, avait été rapatrié sans ménagement pour être affecté en Algérie dans une unité exposée. Les officiers du génie étaient pour la plupart des ingénieurs reconvertis, curieux de

tout, avec lesquels il était très intéressant et agréable de discuter. Et j'avais de très bonnes relations avec les sapeurs du génie avec lesquels je travaillais tous les jours.

AU BOUT DE CES PRESQUE DEUX ANNÉES PASSÉES À MADAGASCAR ENCORE COLONISÉE PAR LA FRANCE, QUELLE ÉTAIT VOTRE VISION DE LA COLONISATION ?

J'étais évidemment opposé au fait que la population colonisée était privée de ses libertés fondamentales, privée aussi d'une partie de ses ressources qui avaient été appropriées par des colons. Je condamnais les répressions très violentes par l'armée française des révoltes malgaches qui avaient éclaté à plusieurs reprises depuis l'instauration du protectorat français en 1895, répressions qui avaient fait des dizaines de milliers de morts, notamment en 1947. J'étais par ailleurs exaspéré par les discours ineptes, voire racistes, de certains Métropolitains installés à Madagascar. Je pensais qu'il fallait rendre leur liberté aux populations colonisées et en aucun cas ne se lancer dans des guerres de décolonisation. Beaucoup de Métropolitains paraissaient penser comme moi, mais peu acceptaient d'en parler.



Le repiquage du riz en 1958 à Madagascar, où Marcel Mazoyer effectue son service de coopération militaire.



© INRAE / Mazoyer

Marcel Mazoyer avec son père en 1960 à Sanglier (Nièvre), sur le Chemin des giroldes.

Dans ce contexte de colonisation, j'avais vu aussi des métropolitains engagés dans des relations très empathiques avec des groupes de population, dans une démarche sincère de compréhension de leurs conditions d'existence, de leurs besoins et de leurs aspirations, et dans la conduite de projets communs, de manière participative dirait-on aujourd'hui. Après les cours de R. Dumont à l'Agro, cela m'avait conforté dans l'idée que la coopération au développement, au développement agricole en particulier, pouvait avoir du sens. À condition de partir des besoins exprimés par les populations et que celles-ci soient motrices tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets. Pour autant, je voyais bien aussi les risques d'appropriation des projets de coopération par telle ou telle faction en fonction de ses intérêts exclusivement, tout comme le risque de remplacement du pouvoir colonial par tel ou tel clan, sans que cela ne change grand-chose aux conditions de vie économiques et politiques de la majorité de la population.

DÉBUT 1960, VOUS AVEZ DÛ PARTIR EN ALGÉRIE.

À l'époque, sitôt libérés de leurs obligations militaires, les ingénieurs des corps d'État métropolitains (Eaux et forêts, Génie rural, Ponts et chaussées, Mines...) étaient obligatoirement affectés pour deux ans dans un département français d'Algérie. J'ai été affecté à

Mostaganem, dans le département d'Oran, et j'ai rejoint mon poste. Mais, ce n'était pas de gaieté de cœur car la guerre battait son plein et on n'en voyait toujours pas la fin.

Par précaution, mon épouse et notre première fille, Patricia née à Moramanga, étaient restées en France. Arrivé à Mostaganem, je me suis rendu compte que ce serait effectivement invivable pour elles. Les bureaux du service et mon futur logement de fonction se trouvaient à l'écart, dans une sorte de grande villa bourrée d'armes et de munitions, toutes portes et fenêtres blindées, qui paraissait donc en état de siège.

De plus, j'ai vite compris que mon travail ne servirait pas à grand-chose. Ma première mission devait consister à mettre sur pied un plan de replantation en eucalyptus à croissance rapide, en remplacement des forêts du massif de l'Ouarsenis qui avaient été brûlées par les militaires pour en débusquer les fellaghas. Au cours d'une tournée dans cette région, j'avais dû m'opposer aux agents du service forestier qui réprimaient durement de vieux paysans faisant du charbon de bois avec les restes encore fumants de la forêt. Et j'avais vu des plantations d'eucalyptus assez jeunes brûlées par les militaires. À mon retour, j'en rendis compte au conservateur des Eaux et forêts, qui me répondit qu'il espérait que la guerre serait finie avant que les eucalyptus que j'allais planter soient assez grands pour être brûlés.

Quelques jours plus tard, ce même conservateur m'annonçait, navré, qu'ayant reçu l'ordre de mettre en place un service de renseignement interne, il m'en confiait la responsabilité. En fait, il s'agissait de repérer et de signaler les Algériens qui avaient des sympathies pour le FLN, ainsi que les Métropolitains qui s'opposaient au droit à l'autodétermination du peuple algérien, proclamé en septembre 1959 par le général de Gaulle. J'ai refusé, arguant que je n'avais pas fait l'Agro et les Eaux et forêts pour cela. Le conservateur proposa alors sagement de réfléchir avant d'en reparler.

Mais c'en était trop. J'ai décidé de quitter l'Algérie et, sous prétexte d'aller chercher mon épouse et ma fille, j'ai

demandé une permission spéciale d'une semaine. Une permission que le conservateur m'accorda avec le sourire, en me rappelant toutefois qu'un certain décret Lacoste, du nom du gouverneur général de l'Algérie de 1956 à 1958, assimilait tout abandon de poste en Algérie à une désertion en temps de guerre.

J'ai donc rejoint Paris, où j'ai fait le tour des parents et des amis, puis avec mon épouse et ma fille, nous sommes partis sans tarder à Copenhague, dans la famille de mon épouse, où nous jugions plus prudent de rester quelque temps.

VOUS SAVIEZ QUE VOUS RISQUIEZ D'ÊTRE EMPRISONNÉ ET QUE VOUS SERIEZ CONTRAINT DE DÉMISSIONNER DU CORPS DES INGÉNIEURS DES EAUX ET FORÊTS.

Je le savais. Mais j'étais fermement convaincu du droit à l'indépendance et à la démocratie des peuples encore colonisés, et je pensais que les guerres coloniales étaient une abomination. J'avais tout fait pour devenir ingénieur des eaux et forêts, mais j'étais prêt à tout perdre en refusant de participer à ces atrocités.

Au cours de l'année 1960, j'ai adressé au corps des eaux et forêts une demande de détachement au Maroc, où mes co-promotionnaires marocains de l'ENEF me réclamaient pour diriger les écoles des eaux et forêts, et une demande de mise en disponibilité, qui ont été refusées toutes les deux. J'ai dû démissionner du corps en 1961, mais ma démission n'a pris effet qu'à la signature des accords d'Évian en mars 1962.

DÉVELOPPER LA RECHERCHE OPÉRATIONNELLE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

AU COURS DE L'ÉTÉ 1960, VOUS AVEZ TRADUIT UNE PUBLICATION SUÉDOISE. QUEL EN ÉTAIT LE CONTENU ?

Une semaine après être arrivé au Danemark, mon ami co-promotionnaire de l'Agro, Claude Rebol, qui était alors ingénieur d'études au CNCER (Centre national de comptabilité et d'économie rurale des Chambres d'agriculture), me demanda de traduire du scandinave vers le français, avec mon

épouse, un livre qui venait d'être publié en Suède. C'est ainsi que, pendant l'été 1960, installés dans un petit chalet de plage près d'Elseur, nous avons mené à bien ce travail. Ce livre écrit par Holger Johnson, Ulf Renborg et Vikar Säfvestad, publié en 1959 par le *Jordbrukets Utredningsinstitut* de Stockholm, portait sur l'utilisation de la planification de programme et de la programmation linéaire pour la gestion des exploitations et des projets agricoles. Ces méthodes d'aide à la décision, dites de recherche opérationnelle, avaient été utilisées pendant la guerre par les ingénieurs militaires pour planifier des opérations d'envergure, comme le débarquement en Normandie. Elles étaient depuis lors largement utilisées par les ingénieurs-économistes français pour gérer des entreprises et des grands projets d'investissements. L'expérience avait montré que, pour être véritablement opérationnelle, cette recherche devait être faite par les ingénieurs chargés des opérations eux-mêmes, ou en collaboration étroite avec eux.

Dans l'agriculture en pleine transformation de l'époque, le besoin d'utiliser ces méthodes se faisait sentir. Mais les exercices d'école irréalistes auxquels se livraient alors quelques chercheurs académiques et ingénieurs de bureau d'études, éloignés de la pratique, n'étaient pas opérationnels. En revanche, la publication suédoise en question rendait compte de la mise en application pratique de ces méthodes par des spécialistes de l'Institut de recherche agricole de Stockholm, travaillant en collaboration étroite avec les agriculteurs concernés. Elle montrait justement que la difficulté d'appliquer la programmation linéaire en agriculture n'est pas formelle mais pratique : elle n'est pas de mettre sous forme d'équations linéaires la fonction à optimiser et les relations contraignantes entre les activités et les moyens d'une exploitation, ni de calculer, par la méthode dite du simplexe, le système de production optimum ; la vraie difficulté est de découvrir, analyser et chiffrer concrètement ces contraintes, et de vérifier la faisabilité des optimums calculés sous différentes hypothèses.

À LA SUITE DE QUOI VOUS AVEZ ÉTÉ RECRUTÉ AU CNCER ?

À l'automne, n'ayant pas de nouvelle de mon administration de rattachement, je suis rentré en France, où j'ai remis cette traduction, que nous avons intitulée : *Recherche du revenu le plus élevé en agriculture. Établissement de plans d'exploitation à partir des calculs de contribution au revenu des différentes branches de production*, à Raymond Moreau, directeur du CNCER. Celui-ci me proposa alors un poste d'ingénieur économiste, chargé de développer l'utilisation de la planification de programme et de la programmation linéaire en gestion des exploitations et des projets agricoles. Le CNCER était le centre de recherche en comptabilité, gestion et économie rurale de l'APPCA (Assemblée permanente des présidents de Chambres d'agriculture). Ce centre avait hérité de la riche expérience de l'Office central de comptabilité agricole de Soissons, fondé par des professionnels du milieu agricole en 1927. Il travaillait en collaboration étroite avec les techniciens et les agriculteurs adhérents des centres de comptabilité et de gestion départementaux et locaux, qui se multipliaient depuis la guerre. À une époque où la recherche publique en économie rurale était encore embryonnaire, le CNCER offrait, par son expérience et par son réseau, les meilleures conditions possibles pour faire le travail proposé. D'ailleurs, des collaborations existaient entre le CNCER et le laboratoire d'économie rurale de l'Inra situé à Grignon, alors dirigé par Jean Chombart de Lauwe.

M'étant assuré que l'équipe du CNCER était motivée pour développer ces nouvelles méthodes de travail et ayant vérifié auprès de quelques exploitants de ma connaissance que ce serait possible, j'ai accepté ce poste. Il s'en suivit toute une série d'applications de la programmation linéaire en agriculture, par exemple à une exploitation de grandes cultures de Beauce ; à la détermination de la combinaison des activités, du niveau d'équipement et de la dimension optimums des exploitations familiales de la région d'Obernai dans la plaine d'Alsace ; à une exploitation de polyculture-élevage de la Nièvre, etc.

Avec l'appui de C. Reboul et de Jacques Henri, un agro de Grignon vieux routier des centres de gestion, j'ai mis au point un guide d'enquête et un modèle de fiche technique et économique à remplir en collaboration étroite avec les agriculteurs concernés : un guide concernant l'ensemble de l'exploitation et une fiche permettant de relever pour chaque culture et chaque atelier d'élevage la succession des opérations, les moyens utilisés, les coûts, les produits et leur variabilité. Moyennant quoi, on peut établir et chiffrer convenablement la fonction économique et les relations contraignantes entre les activités et les moyens de l'exploitation : les contraintes de superficie, de travail, d'équipement, de capital ; les contraintes existant entre les cultures et les élevages (contraintes d'affouragement, de paillage, de fumure) ; et les contraintes existant entre les cultures elles-mêmes (contraintes de succession, de rotation, de fréquence).

Par ailleurs, ces recherches montraient que l'agriculture, telle qu'elle est effectivement pratiquée dans des unités de production distinctes, est un objet d'étude complexe, diversifié, changeant, dont seuls les agriculteurs ont la connaissance intime, empirique. Une connaissance dont les ingénieurs et chercheurs doivent méthodiquement s'enquérir auprès des agriculteurs pour élaborer une connaissance scientifique de l'agriculture.

C'est pourquoi, sachant que la majorité des étudiants de l'Agro étaient issus de milieux sans relation avec la ruralité, je suis allé discuter avec Albert Chominot, un Agro de la promotion suivant la mienne et assistant en économie rurale dans cette école. Nous avons parlé de la nécessité de multiplier les stages, les enquêtes et les exercices concrets. Il m'a alors invité à présenter plusieurs études de cas aux étudiants de la spécialisation en économie et sociologie rurales, et à organiser quelques exercices. Mais ces séances, appréciées des étudiants, étaient évidemment insuffisantes pour former des ingénieurs et des chercheurs compétents dans le domaine de la gestion des exploitations et du développement agricole.

PENSIEZ-VOUS DÉJÀ À METTRE EN PLACE UNE SPÉCIALISATION EN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Non, pas encore. Mais je pensais, avec A. Chominot, qu'il fallait développer l'enseignement de microéconomie et de macroéconomie agricoles dans le tronc commun de formation des ingénieurs agronomes, ainsi que la formation par la recherche dans la spécialisation en économie et sociologie rurales.

Au printemps 1961, R. Blais, le professeur d'économie forestière qui m'avait convaincu d'opter pour les Eaux et forêts, devenu directeur de l'Agro, me fit savoir qu'un concours d'assistant était ouvert à la chaire d'agriculture comparée, auprès de R. Dumont, titulaire de la chaire. J'ai donc passé ce concours, j'ai été reçu premier, mais le ministre de l'Agriculture refusa de me nommer au motif que j'étais un fonctionnaire en situation irrégulière.

J'ai terminé mon travail au CNCER en faisant de l'économétrie : dépense alimentaire par ménage en fonction du revenu, évolution comparée de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) et de l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), montrant le fameux ciseau des prix réels, et d'autres analyses de ce type.

EN OCTOBRE 1961, VOUS ÊTES ENTRÉ À LA SEMA (SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE ET DE MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES).

En effet, en septembre 1961, sur recommandation de R. Blais, un Agro chasseur de têtes, mandaté par la SEMA qui recherchait un ingénieur pour étendre ses activités dans le secteur agricole, avait pris contact avec moi. M'ayant testé en diverses occasions, il me présenta à Jacques Lesourne, directeur de ce bureau d'études très réputé, qui m'expliqua ce qu'il attendait d'un agronome économiste et m'écouta très attentivement, crayon en main, présenter ce que j'avais fait jusque-là et ce que je pensais pouvoir faire à la SEMA. La semaine suivante, ayant lu les rapports que je lui avais remis, il me reçut de nouveau pour me dire qu'il savait d'expérience que tout nouveau domaine d'investigation avait des spécificités exigeant la mise au point de méthodes d'étude adaptées. Que s'agissant

d'agriculture, il reconnaissait que ces spécificités étaient plus marquées et plus mal connues que dans d'autres secteurs, et que les méthodes d'étude appropriées étaient sans doute plus ardues à mettre au point. Qu'il était convaincu par mes travaux à ce sujet. Et qu'il me proposait un poste d'ingénieur-économiste chargé de développer les études d'économie et de mathématiques appliquées dans le secteur agricole, à compter du 1^{er} octobre 1961, pour un salaire double de celui du CNCER.

QUEL GENRE DE TRAVAIL FAISIEZ-VOUS ?

Le premier travail que j'ai réalisé pour la SEMA fut le Plan de développement économique et social du Dahomey, devenu Bénin ensuite, pour le compte de la SOGEP (Société générale d'études et de planification), en collaboration étroite avec Jacques Antoine. À cette époque, une sorte d'exercice classique pour les pays accédant à l'indépendance en Afrique consistait à concevoir, analyser, sélectionner, coordonner et chiffrer les projets, agricoles et autres, qui pourraient permettre d'atteindre l'objectif majeur proclamé par de nombreuses autorités : doubler le PIB, le produit intérieur brut, par habitant en moins d'une génération. Compte tenu de la croissance démographique, cet objectif ambitieux supposait un taux de croissance du PIB d'au moins 6 % par an.

Dans les années 1960, au Bénin comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique anciennement colonisés par la France, la plupart des projets d'infrastructures et de développement agricole étaient concentrés sur les cultures d'exportation telles que le coton, le cacao, le café, etc. Ils étaient financés par le FAC (Fonds d'aide et de coopération), français, et le FED (Fonds européen de développement). Et ils étaient soutenus techniquement par les instituts de recherche agronomique tropicale spécialisés par produit, comme l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques, ou l'Institut français du café et du cacao. En revanche, les cultures vivrières étaient peu soutenues et leur production augmentait peu, moins en tout cas que la population. De plus, malgré un code des investissements très avantageux, des projets industriels

attendus n'étaient pas au rendez-vous. Les plans de ce genre, fortement influencés par le FAC et par le FED, ont de fait ouvert la voie à la dépendance industrielle et alimentaire de ces pays.

Au-delà de ce plan, mon travail à la SEMA consistait essentiellement à répondre aux appels d'offre publics et aux demandes d'études privées, à faire des propositions plus appropriées que celles des concurrents de manière à obtenir les contrats, et à les exécuter en collaboration avec les ingénieurs et les techniciens que je devais recruter et former pour cela. J'avais commencé seul, avec une secrétaire à temps partiel. Un an plus tard, le département d'Économie agricole de la SEMA comptait quatre ingénieurs, deux ans plus tard il en comptait sept et quatre ans plus tard, je codirigeais avec mon collègue sociologue André Lévesque une filiale de la SEMA nommée la SARES (Société d'animation, de recherche et étude sociologique), qui comptait une douzaine de chercheurs travaillant en économie et en sociologie rurales. Nous avons ainsi effectué des études de marchés, comme celui de la luzerne déshydratée en Champagne pour le compte du Crédit agricole, celui de la caroube en Grèce pour le compte de l'OCDE et du gouvernement grec ; des applications de la programmation linéaire à l'optimisation des moyens et des activités d'exploitations agricoles, comme celles pratiquant des grandes cultures en Champagne-Ardenne ; des études de mise en valeur de périmètres irrigués, par exemple pour la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, dans la plaine d'Annaba en Algérie pour le compte du gouvernement algérien, dans l'Alentejo et dans la vallée de la Vilarica pour le compte de l'OCDE et du gouvernement portugais. Nous avons aussi préparé des plans nationaux, comme le plan d'investissement dans les périmètres irrigués d'Algérie et l'ordonnement des installations de stockage des céréales dans ce pays, sous différentes hypothèses d'importations. Chaque étude se terminait par la remise au commanditaire d'un rapport de plusieurs centaines de pages, reposant sur la collecte par enquêtes de données originales et sur leur analyse par des méthodes également originales. De véritables rapports de recherche !

QU'AVEZ-VOUS APPRIS EN TERMES DE MÉTHODES ?

La SEMA était un lieu de formation permanente des plus relevés en économie et mathématiques appliquées. Le directeur général J. Lesourne, ancien élève de Maurice Allais – qui était professeur à l'école des Mines et futur prix Nobel d'économie –, y enseignait l'économie et l'évaluation de projet. Plusieurs collègues directeurs de département, Jacques Antoine, Michel Salomon, Georges Nahon, René Loué, étaient eux aussi des anciens élèves de M. Allais. Les directeurs de recherche présentaient des exemples d'études de marché, d'études de localisation, de dimensionnement, d'ordonnancement d'ensembles industriels, immobiliers, de transport, etc. Parallèlement, un service de recherche méthodologique dirigé par Bernard Roy, spécialiste mondialement connu des sciences et techniques d'aide à la décision, nous informait en temps réel des avancées de la programmation linéaire en nombres entiers, de la programmation stochastique, de la programmation dynamique, de la théorie des graphes, de la méthode du chemin critique, de l'analyse multicritère, etc. Ajoutons que la SEMA, qui était considérée comme l'un des meilleurs bureaux d'études économiques du monde, avait un taux de croissance très élevé, à la limite du supportable. Mais elle respectait un code de déontologie rigoureux : on ne signait pas un contrat si, pour une raison quelconque, on n'était pas en mesure de l'exécuter convenablement, ou si une étude équivalente avait déjà été faite pour un autre client ; et on ne répondait pas à un appel d'offre provenant d'un organisme ne méritant pas de figurer parmi les références de la SEMA. Heureux temps, où la demande de biens et de services était suffisante pour assurer le plein emploi des facteurs, et où l'exigence de qualité l'emportait sur la volonté de minimiser les coûts.

Au total, ces quatre années de travail d'équipe à la SEMA m'ont permis de découvrir et d'analyser en détail des systèmes agricoles aussi différents que ceux des forêts et des savanes d'Afrique de l'Ouest, du Bassin parisien, d'Alsace, de Gascogne, des régions non irriguées et des périmètres irrigués d'Algérie et du Portugal. Et elles m'ont donné

l'opportunité d'appliquer et d'adapter les méthodes de recherche opérationnelle les plus récentes à l'analyse chiffrée des projets, programmes et plans de développement agricole. En quatre ans, j'avais accumulé dix fois plus de connaissances et d'expérience que si j'avais travaillé seul.

ENSEIGNER À L'AGRO, PARTICIPER À LA RÉFORME DE 1968

EN TRAVAILLANT À LA SEMA, AVIEZ-VOUS CONTINUÉ DE FAIRE DES ENSEIGNEMENTS À L'AGRO ?

Oui, je présentais chaque année quelques études aux élèves de la spécialisation en économie et sociologie rurales et je constatais l'insuffisance de leur formation dans le domaine de l'analyse technique et économique concrète. C'est pourquoi, à la rentrée

1963, à la suite de la demande de R. Dumont, j'ai accepté de remplacer au pied levé son assistant, Bernard Rosier, qui allait suivre une formation à la planification.

À l'époque, les chaires d'agriculture, de zootechnie et d'économie rurale étaient chargées de préparer les étudiants à effectuer, en fin de première année, un stage de longue durée dans une exploitation de polyculture-élevage, et de corriger leurs rapports de stage portant sur les conditions, les moyens, les cultures, les élevages et les résultats de cette exploitation. Parallèlement, la chaire d'agriculture comparée était chargée de les préparer à étudier l'agriculture de la petite région environnante et de corriger les rapports à ce sujet. Mon premier travail fut donc de corriger plus de cent études régionales de ce genre. Je fus alors stupéfait de constater que le travail demandé à ces étudiants,



Marcel Mazoyer en 1965 au Pérou, sur la piste des Incas au Machu Picchu.

qui n'avaient ni expérience, ni formation en matière de planification, n'était rien de moins que d'établir un plan de développement de l'agriculture de cette petite région ! Bien sûr, les plans ainsi échafaudés par les étudiants à partir de statistiques générales, de rapports peu circonstanciés et de propos hasardeux glanés ici et là, sans enquête ni débat avec les agriculteurs et autres agents directement concernés, étaient inconsistants. Ayant discuté avec les étudiants, qui étaient bien conscients de l'incongruité de cet exercice, j'ai alors proposé de remplacer celui-ci par des enquêtes méthodiques portant sur les systèmes de production et les projets de développement des exploitations situées dans un rayon de 15 kilomètres autour de leur exploitation de stage. Dès l'année suivante, les étudiants commencèrent par effectuer une enquête de reconnaissance auprès des personnes les mieux informées, afin de classer les exploitations de la petite région selon leur système de production. Puis, ainsi renseignés, ils firent des enquêtes approfondies dans des exploitations pratiquant chacun de ces systèmes. Armés des connaissances concrètes ainsi acquises, et malgré un nombre d'enquêtes insuffisant, ils furent alors mieux à même de tirer parti de la documentation existante et de faire une analyse, certes non chiffrée mais significative, des conditions et possibilités de développement des différentes catégories d'exploitations de la petite région. Cette expérience a aussi montré que plusieurs étudiants se trouvant à faire leur stage dans une même région pouvaient mutualiser utilement leurs enquêtes, dès lors qu'elles suivaient des canevas semblables. D'où l'idée d'aller plus loin, en répartissant les étudiants par groupes de dix, dans des petites régions choisies à l'avance.

VERS 1965, VOUS AVEZ DE NOUVEAU PASSÉ UN CONCOURS D'ASSISTANT À L'AGRO.

En effet, j'ai été nommé assistant en agriculture comparée auprès de R. Dumont, avec un salaire moitié moindre qu'à la SEMA. Tant pour arrondir mes fins de mois que pour continuer de disposer d'un champ d'investigation étendu et

d'informations sur les méthodes de recherche opérationnelle les plus avancées, je continuais de travailler à tiers temps à la SEMA, comme consultant, en accord avec R. Dumont et R. Blais qui en comprenaient bien l'intérêt scientifique.

QU'ENSEIGNIEZ-VOUS ?

Mon enseignement était alors principalement constitué d'études de cas de projets, de programmes et de politiques de développement agricole auxquels j'avais participé. Je les choisissais de manière à couvrir un champ géographique aussi large que possible, des niveaux de développement variés – allant de l'agriculture manuelle sur abattis-brûlis à l'agriculture motorisée, très mécanisée, fortement utilisatrice d'intrants d'origine industrielle –, de manière aussi à traiter de problèmes diversifiés et de méthodes variées. Dans chaque cas, je m'attachais à montrer la manière d'identifier les problèmes, de rechercher des solutions, ainsi que les résultats attendus ou obtenus en fonction du stade du projet. Je discutais les possibilités et les limites des méthodes employées, et donc leurs conditions d'emploi. Puis, je demandais aux étudiants de faire des exercices, des lectures et des exposés complémentaires.

Je m'inscrivais pleinement dans la tradition de l'agriculture comparée, inaugurée en Europe au XVIII^e siècle par Arthur Young, poursuivie au XIX^e siècle par André de Gasparin et Eugène Risler. C'est E. Risler qui, en 1878, créa la chaire d'Agriculture comparée à l'INA. Il eut pour successeurs Henri Hitier puis Charles Vezin et ensuite R. Dumont. Par une démarche empirique et critique, fondée sur l'observation et sur l'enquête auprès des agriculteurs et des autres acteurs concernés, je cherchais à saisir les particularités et les difficultés de telle ou telle agriculture, à en trouver les raisons de divers ordres – géographique, climatique, économique, politique ou autre – et à proposer des actions de développement. Je me rendais bien compte que le développement d'une agriculture quelle qu'elle soit ne pouvait pas être pensé en fonction d'un modèle unique, et surtout pas en fonction du modèle de l'agriculture motorisée, très

mécanisée, chimisée et spécialisée en plein développement en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde. Pourtant, à l'époque, ce modèle était comme un mirage pour de nombreux décideurs de pays pauvres. D'ailleurs, je crains qu'il ne le soit encore.

ÉTIEZ-VOUS SATISFAIT DE CET ENSEIGNEMENT ?

Oui et non. J'étais très proche des étudiants, auxquels je demandais régulièrement leur avis sur le contenu et la forme des dernières séances et sur le programme des prochaines. C'était un puissant moyen de progresser⁵. Il ressortait de ces discussions que les études de cas entraînaient bien leur adhésion, mais ils ne se sentaient pas capables de reproduire une démarche du même genre dans une situation nouvelle. Parmi les étudiants particulièrement actifs et constructifs dans la réflexion critique sur l'enseignement, Bernard Wolfer avait créé en octobre 1967 le « groupe Développement rural », qui comptait une quarantaine de membres. Jean-Pierre Bellanger, François Desaynard, Christian Cordellier en faisaient partie. Ils m'ont dit, en substance : « Les histoires à la Dumont et à la Mazoyer, c'est très bien mais ce qu'on veut, c'est apprendre à en faire autant ». Après plusieurs jours de réflexion et de discussion, je leur ai proposé d'aller dans le Morvan pour faire un travail de groupe consistant à étudier la situation d'une petite région agricole en difficulté et à formuler un projet de développement approprié. C'est ainsi que le groupe Développement rural est devenu le groupe Morvan.

Par ailleurs, les étudiants entendirent parler du concours de maître de conférences en agriculture comparée qui allait avoir lieu en décembre 1967. Ce concours était pensé pour la promotion de B. Rosier mais toute personne ayant les titres requis pouvait se présenter. Les étudiants insistèrent pour que je le passe, allèrent en parler à R. Dumont et à R. Blais qui m'invitèrent à me présenter.

⁵ Note des auteurs : nous remercions Bernard Wolfer et Raphaël Larrère de nous avoir aidés à reconstituer les événements à l'Agro de 1967 à 1970.

QUEL PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE AVEZ-VOUS PRÉSENTÉ À CE CONCOURS DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN 1967 ?

J'ai rédigé un programme tenant compte de toutes mes discussions avec les étudiants. Dans ce document de 107 pages, j'expliquais que les études de cas, pour utiles et édifiantes qu'elles soient, ne suffisaient pas pour former leur jugement. Deux idées me préoccupaient : toute forme locale d'agriculture, présente ou passée, est un objet très complexe, doté d'une double nature, à la fois sociale et écologique, un objet très difficile à appréhender donc ; outre qu'elles sont variables dans l'espace, les multiples formes d'agricultures sont changeantes avec le temps, et finalement aussi diverses que les études de cas elles-mêmes.

Ainsi, progressivement, j'en étais arrivé à penser que la principale tâche scientifique qu'il fallait entreprendre dans le domaine du développement agricole était de produire : 1) une *méthode* d'analyse-diagnostic agraire à l'échelle d'une petite région, permettant d'étudier les dimensions sociales et écologiques de l'agriculture, leurs interdépendances et leurs dynamiques ; 2) un *cadre théorique* synthétique sur l'évolution historique et la différenciation géographique de l'agriculture, permettant de resituer et de comparer chaque forme locale d'agriculture par rapport aux autres formes existant dans l'espace ou ayant existé dans le temps. Pour ce projet de théorie, je m'inspirais de Marc Bloch qui écrit dans *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* : « Dans le développement d'une discipline, il est des moments où une synthèse, fût-elle en apparence prématurée, rend plus de services que beaucoup de travaux d'analyse ». J'écrivais dans mon programme d'enseignement et de recherche de 1967 : « Il vient un temps où des observations nombreuses, complétées par la documentation, éclairées par les sciences voisines déjà développées, font apparaître la convergence de certaines constatations, la constance de certaines relations qui conduisent à entrevoir des lois, des séries causales, des synthèses partielles. Ces lois, ces synthèses sont nécessaires et importantes, non parce qu'elles détiennent la

vérité, mais parce qu'elles regroupent dans leur forme la plus pure, la plus synthétique, la plus explicite l'ensemble des acquisitions de la recherche et de l'expérience. Elles sont ainsi plus faciles à appréhender donc à assimiler ou à discuter. De cette manière, elles constituent une nouvelle base de départ pour la recherche qui les prolonge ou les remet en cause. Par-là, elles sont donc très utiles » (p. 35-36).

Autrement dit, inspiré par le cours de P. Duchaufour sur la classification et la formation des sols, inspiré aussi par les travaux de Linné et de Darwin sur la classification des espèces d'êtres vivants, sur leur origine et leur évolution, je commençais à esquisser une typologie et une généalogie des principales agricultures du monde, ainsi que des concepts et une méthode permettant d'analyser les différentes agricultures existant ou ayant existé dans le monde. Je me rendais bien compte qu'il s'agissait là d'une entreprise intellectuelle extrêmement ambitieuse, c'est pourquoi j'étais effrayé aussi par mon audace, et pas sûr de réussir.

Dans ce même programme, je mentionnais les idées de système de culture, de système d'élevage et je commençais à développer l'idée de système agraire, en distinguant trois dimensions interdépendantes : « 1) le mode et le degré d'artificialisation du milieu naturel par le procès agricole ; 2) la nature (forme et niveau) de l'appareil productif, équipements et outils, matériels biologiques, procédés techniques ; 3) les relations existantes (et possibles) entre la sphère agricole et son environnement économique et social » (p. 36).

Lors des épreuves du concours, face au jury, j'ai eu à exposer mes activités et mes projets de recherche et d'enseignement. J'ai d'abord rappelé l'échec fréquent des projets, programmes et politiques de développement agricole, conçus et conduits sans concertation suffisante avec les agriculteurs concernés ; j'ai ensuite montré que les progrès récents de la recherche opérationnelle en agriculture permettaient de proposer des interventions efficaces ; j'ai parlé de mes innovations pédagogiques en cours et je me suis efforcé de démontrer qu'il était désormais nécessaire et possible de former à l'Agro des ingénieurs

spécialisés dans le développement agricole. Je plaçais ainsi pour une formation doublement pilotée par l'aval : par les besoins des agriculteurs et des étudiants.

Vu l'air interloqué de plusieurs membres du jury, je crus que la partie était perdue et m'apprétais à partir sans attendre la proclamation des résultats quand R. Dumont me retint pour me dire que, loin d'être irréalistes, mes propos témoignaient surtout de mon engagement auprès des paysans et des étudiants, dont je n'avais cessé de parler. Cela, ajouté au fait que j'avais des expériences de terrain variées, explique sans doute pourquoi je fus classé premier puis nommé maître de conférences en agriculture comparée. B. Rosier était plus un théoricien, un très bon théoricien, qu'un homme de terrain. Je crois qu'il avait présenté un programme d'enseignement et de recherche très centré sur les méthodes de planification économique.

EN 1968, À L'AGRO COMME AILLEURS, LES ÉTUDIANTS ONT-ILS DEMANDÉ UNE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT ?

Lors des vacances de Pâques de 1968, comme convenu, des étudiants et des enseignants volontaires ont organisé un travail de terrain dans la région d'Alligny-en-Morvan. J'y étais avec mes collègues Camille Duby, A. Chominot, Jean Pluvinage, Raphaël Larrère qui était venu avec son épouse Catherine. Il s'agissait de faire des enquêtes auprès de différents types d'agriculteurs et de formuler une ébauche de projet de développement. Le diagnostic et le projet furent présentés en public, discutés et amendés par les agriculteurs concernés. Le prototype du stage collectif d'entrée dans la future spécialisation en développement agricole était né.

En mai 1968, l'Agro étant en grève comme tout le Quartier latin, les étudiants ont investi le bureau du directeur pour lui présenter leurs doléances. La plupart des professeurs ayant déserté, R. Blais demanda alors aux jeunes enseignants présents, dont Julien Coléou en zootechnie, Michel Sebillotte en agronomie et moi-même, de rester en contact avec les étudiants et de travailler avec eux pour faire des propositions constructives.

De fin mai à début juillet 1968, l'Agro fut une ruche bourdonnante d'ateliers de travail et de débats portant sur la réforme des programmes et des méthodes d'enseignement. Dans mon souvenir, les idées forces qui sont ressorties sont les suivantes.

Tout d'abord, les étudiants entraient à l'Agro après deux années de formation scientifique supérieure en mathématiques, physique, chimie et biologie, dispensée en classes préparatoires de Maths sup bio puis Maths spé bio par les meilleurs professeurs agrégés. Ils estimaient qu'il était inutile d'avoir des cours de sciences redondants avec ceux des classes préparatoires et qu'il valait mieux approfondir les cours de formation agronomique générale, en particulier pour rendre compte des avancées techniques rapides de l'époque.

D'un autre côté, les étudiants, pour la plupart issus de milieux urbains sans relation avec le milieu agricole, manquaient le plus souvent des connaissances concrètes nécessaires pour tirer parti de la formation dispensée. Ils réclamaient donc plus de stages, de visites de terrain, de voyages d'étude et d'exercices pratiques.

Enfin, à une époque de prospérité et de liberté croissantes, ces étudiants qui venaient de passer une quinzaine d'années assis entre quatre murs à écouter, écrire, apprendre et passer épreuve sur épreuve pour accéder à l'année suivante, refusaient de continuer de la sorte. Ils réclamaient un enseignement plus participatif et plus ouvert, et la suppression du classement.

En conséquence, s'agissant des deux années de tronc commun, les étudiants proposaient :

- de consacrer la moitié du temps à la formation en agronomie générale, en évitant toute redite avec les cours de formation scientifique supérieure des classes préparatoires ;

- de consacrer l'autre moitié du temps à des séquences d'un mois environ, durant lesquelles ils pourraient choisir entre plusieurs unités de valeur approfondies, accueillant chacune moins de 25 étudiants (ce qui supposait l'existence de 5 unités de valeur au moins lors de chaque séquence) ;

- de multiplier les occasions d'entrer en relation avec le terrain (stages, visites, voyages d'étude, enquêtes) et de participer activement à l'enseignement, individuellement et en groupe (lectures complémentaires, recherches bibliographiques, exposés, travaux de laboratoire).

Bien sûr, ces propositions très judicieuses ne plaisaient pas à certains professeurs qui tenaient à leurs cours traditionnels en amphithéâtre. Inversement, la plupart des jeunes enseignants y voyaient des opportunités de développer de nouveaux contenus et des méthodes pédagogiques innovantes.

Remises au directeur au début de juillet 1968, ces propositions furent transmises à la direction générale de l'Enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture avant les vacances d'été. Par la suite, la réforme de l'enseignement qui fut adoptée et appliquée réduisait bien de moitié le temps consacré aux cours en amphithéâtre et réservait l'autre moitié à des unités de valeur diversifiées, de quelques semaines. Mais, au lieu de consacrer les matinées aux cours en amphithéâtre et les après-midis aux unités de valeur, comme les étudiants le demandaient pour aérer l'emploi du temps, les cours en amphithéâtre ont été concentrés en première année et les unités de valeur ont occupé la seconde année.

C'EST DANS CET ÉLAN DES ÉVÉNEMENTS DE 1968 QUE VOUS AVEZ CRÉÉ LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Parallèlement aux réunions consacrées au tronc commun, je participais à des réunions portant sur la spécialisation en économie et sociologie rurales. Là, les étudiants du groupe Morvan et quelques autres très actifs, comme François Colson, m'ont demandé de créer une spécialisation (ce que l'on appelle aujourd'hui une dominante d'approfondissement) en développement agricole. Cette idée fut combattue par certains enseignants mais elle fut soutenue par R. Blais. L'année 1968-1969 fut une année d'essai et de rodage : B. Rosier ayant quitté l'Agro et R. Dumont étant très occupé, en accord avec mes collègues de la spécialisation

en économie et sociologie rurales, j'ai monté une option développement agricole à l'intérieur de cette spécialisation. Mais dès l'année 1969-1970, la spécialisation Développement agricole fut mise en place.

L'objectif de cette spécialisation était de former « un agronome aussi complet que possible, plus particulièrement entraîné à analyser une situation, à y découvrir les facteurs limitants principaux [d'ordre technique, économique et social], les points d'application privilégiés de la connaissance, [à compléter sa documentation], à dégager les voies d'amélioration possibles, à pondérer et ordonnancer les interventions, à apprécier les possibilités concrètes de progrès et de développement » comme je l'avais écrit dans mon programme d'enseignement et de recherche de 1967 (p. 12). Un agronome capable donc d'avoir une vue d'ensemble sur tous les problèmes, de comprendre toutes les analyses spécialisées s'y rapportant et de les intégrer dans un projet cohérent, permettant d'améliorer les conditions de vie de la population, à commencer par les plus pauvres.

Pour cela, j'ai instauré au début de l'année universitaire un stage de terrain d'une dizaine de jours, afin d'entraîner la vingtaine d'étudiants inscrits dans la spécialisation Développement agricole à faire des enquêtes auprès d'agriculteurs ; à produire une typologie des exploitations agricoles en fonction de leur combinaison de productions et de leur niveau d'équipement ; à calculer pour chaque type les fourchettes de résultats techniques et économiques en fonction de la superficie par travailleur ; puis à formuler et chiffrer un projet de développement local, à présenter publiquement ce projet et à le discuter avec les agriculteurs et autres personnes concernés. Dans cette démarche, je m'inspirais en particulier de l'étude que j'avais faite pour la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne quand j'étais à la SEMA. Considéré comme impossible par mes pairs, ce galop d'entraînement pour les étudiants était au contraire indispensable. Il leur permettait d'abord de mieux se connaître entre eux, d'apprendre à travailler en équipe et d'apprécier la compétence des enseignants.

Il leur permettait aussi de réduire leurs appréhensions face à une réalité qu'ils connaissaient mal, d'évaluer leurs manques de connaissance et de méthode, d'y réfléchir, d'en pallier certains sur le champ avec l'aide des enseignants et de se préparer à combler les autres en cours d'année. Il leur permettait encore de s'assurer que, moyennant ce stage ainsi que les enseignements et exercices prévus au premier semestre, ils seraient capables de faire au second semestre, seul ou à deux, une étude du même genre dans une petite région de leur choix.

Afin qu'ils se familiarisent avec ce travail, je demandais aux étudiants de participer au tout début de l'année universitaire aux séances de présentation et de discussion des mémoires de stage de fin d'études des étudiants de la promotion sortante.

Au premier semestre, les cours, séminaires participatifs, séminaires de recherche, conférences et exercices obligatoires représentaient quelque 150 séances d'une demi-journée. Ils comportaient notamment des cours fondamentaux en économie rurale, sociologie et agriculture comparée dispensés respectivement par J. Klatzmann, M. Cépède et R. Dumont, ainsi que des séminaires spécialisés dispensés par des enseignants d'autres chaires de l'Agro ou par des conférenciers extérieurs ayant des points de vue très contrastés, par exemple, sur l'intervention de l'État dans le développement agricole. Pour ma part, je donnais deux séminaires longs, l'un sur les projets, programmes et politiques de développement agricole, l'autre sur les grands types d'agricultures du monde.

Je trouvais également important qu'une formation en développement agricole ne soit pas concentrée uniquement sur des sujets agricoles, mais intègre des questionnements sur le développement général, notamment sur les relations réciproques entre développement agricole et développement des autres secteurs. D'ailleurs, en 1969, j'ai publié avec R. Dumont un livre intitulé *Développement et Socialismes*, dans lequel j'ai traité du « sous-développement » en Algérie et proposé des voies pour en sortir. Dans ces années-là, j'ai fait des communications à des colloques

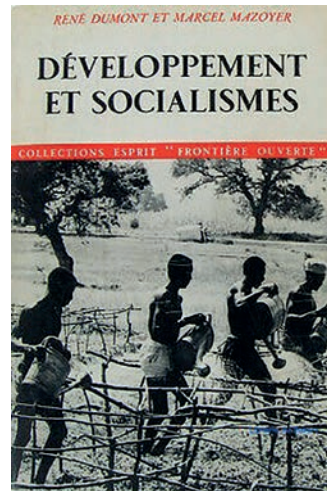
sur ce thème des liens entre socialismes et développement, et sur celui des relations entre l'essor de la production marchande et le développement agricole.

QUELLES LECTURES RECOMMANDIEZ-VOUS AUX ÉTUDIANTS À LA FIN DES ANNÉES 1960 ?

Pour cet enseignement de synthèse, les publications pertinentes s'inscrivaient à la fois dans le champ des sciences naturelles et dans celui des sciences humaines et sociales, elles étaient donc fort nombreuses. C'est pourquoi j'ai orienté les lectures des étudiants vers des textes choisis, voire des extraits, qui me paraissaient fondamentaux pour éclairer la construction d'ensemble de cet enseignement.

En histoire agraire, histoire économique, histoire économique et sociale, les principaux auteurs dont je recommandais la lecture étaient M. Bloch, F. Braudel, G. Duby. Je tiens à citer ces auteurs de l'École des Annales en premier lieu car ils m'ont particulièrement inspiré, de même que les historiens de cette école qui sont venus ensuite, notamment E. Le Roy Ladurie. Parmi les leçons essentielles que j'ai retenues d'eux : les vertus de l'interdisciplinarité, l'analyse dans la longue durée des civilisations matérielles. Mais il y avait aussi M. Augé-Laribé, P. Bairoch, B. Slicher van Bath, J.-C. Toutain, G. Walter, V. Diakov, S. Kovalev.

Parmi les géographes, je veux citer d'abord Pierre George, avec qui j'ai eu la chance de beaucoup échanger. Ses analyses des réalités agraires avaient un caractère systémique et prenaient en compte tout à la fois le milieu naturel, les différents groupes d'agriculteurs, d'autres acteurs, et les relations entre ces groupes. Son approche était centrée sur l'organisation sociale et il travaillait à l'échelle de grandes régions, ou du monde. Il se référait souvent à Maximilien (dit Max) Sorre, à sa conception de l'« œkoumène » et des « paysages humains ». Je conseillais la lecture d'autres géographes, parmi lesquels P. Birot, H. Elhaï, P. Gourou, E. de Martonne, J. Tricart. Je recommandais aussi la lecture de sections d'ouvrages de pédologie de P. Duchaufour.



Couverture de l'ouvrage « Développement et socialismes » publié par René Dumont et Marcel Mazoyer en 1969.

Pour ce qui est du séminaire sur le développement agricole et le développement général, j'orientais les lectures obligatoires vers F. Quesnay, A. Smith, D. Ricardo, T.R. Malthus, K. Marx, W. W. Rostow, P. Bairoch. Au-delà de ces références, dans le champ des études agraires, je conseillais la lecture de P. Brunet, J.-P. Deffontaines, R. Dumont, M. Gervais, M. Gutelman, A.-G. Haudricourt, M. Jean-Brunhes-Delamarre, C. Meillassoux, C. Servolin. Dans le champ des études du développement, je recommandais la lecture de S. Amin, G. Balandier, J. de Castro, R. Dumont, R. Gendarme, M. Godelier, A.O. Hirschman, P. Jallée, A. Lewis, G. Myrdal, F. Perroux, R. Prebisch, A. Sauvy.

Je citais tous ces auteurs, parmi d'autres, dans le programme d'enseignement et de recherche que j'avais présenté en 1967. Bien sûr, les références conseillées ont ensuite évolué au fil du temps.

QUELLE ÉTAIT LA NATURE DU STAGE DANS LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ?

Les étudiants étaient très occupés par l'organisation du stage de terrain de quatre mois consistant à effectuer une analyse-diagnostic de la situation des exploitations agricoles d'une région, puis à formuler et chiffrer un avant-projet de développement concerté, approprié aux conditions et possibilités des différents types d'exploitations. Si possible, les étudiants présentaient cet avant-projet sur place aux personnes concernées et le discutaient avec elles. Puis, une fois de retour à Paris, ils le

soutenaient devant les enseignants de la spécialisation, les étudiants de leur promotion et de la promotion suivante. Chaque année, l'ensemble des étudiants analysaient ainsi des situations agraires locales et procédaient à plusieurs centaines d'enquêtes dans différentes régions du monde.

À CETTE ÉPOQUE, VOUS AVEZ AUSSI DÉVELOPPÉ DES COLLABORATIONS AVEC L'UNIVERSITÉ DE PARIS I.

J'avais rencontré François Perroux, célèbre économiste du développement et directeur de l'IEDES (Institut d'études du développement économique et social). Il m'avait chargé de donner un cours sur « Réformes agraires et développement ». Puis, à la rentrée 1968-1969, je m'y suis retrouvé responsable d'une formation de troisième cycle en développement agricole, certains cours étant communs avec ceux de l'Agro. J'ai eu ainsi la chance de rencontrer et d'échanger avec des collègues de plusieurs disciplines : en économie, Celso Furtado, Moises Ikonicoff, Jean Masini, Arghiri Emmanuel, Samir Amin, Gérard de Bernis ; en sociologie, Yves Goussault, Fernando Enrique Cardoso ; en anthropologie, Claude Meillassoux, Georges Balandier, Maurice Godelier ; en géographie, Pierre George, Michel Rochefort ; en histoire, François Chevalier (qui a durant longtemps dirigé la Casa de Velázquez à

Madrid), Catherine Coquery-Vidrovitch, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie. C. Furtado et F. Cardoso avaient fui la dictature au Brésil.

APRÈS QUELQUES ANNÉES DE FONCTIONNEMENT DE LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, QUEL BILAN EN FAISIEZ-VOUS ?

Cette spécialisation fonctionnait bien, à l'Agro comme à l'IEDES. De plus, des collègues d'autres institutions d'enseignement supérieur, en France et à l'étranger, souhaitaient mettre en place une formation semblable. Par exemple, en 1968, j'ai fait une mission à la faculté d'agronomie de Karadj, en Iran, au sujet de la mise en place d'une maîtrise ès sciences en développement agricole. Tout cela me confortait dans l'idée qu'il était pertinent de former des scientifiques dans ce domaine.

Toute cette période était bouillonnante, passionnante, les échanges avec les étudiants et les collègues étaient riches, stimulants, même s'ils n'allaient pas sans contradictions ! L'analyse systématique prenait son essor, les travaux de Ludwig von Bertalanffy notamment, qui avait publié en 1968 en anglais son ouvrage sur la théorie générale des systèmes, commençaient à être connus en France. Ce type d'analyse intéressait de nombreux économistes hétérodoxes, dont F. Perroux. Pour ma part, j'ai

beaucoup discuté de l'application de ce type d'analyse aux questions agricoles avec G. Sévérac, A. Chominot, J. Pluvinaige, puis plus tard avec Gilles Bazin, Jean-Christophe Kroll et Bernard Roux.

Ma vie personnelle était très heureuse aussi, Inge Lise et moi avons eu notre deuxième fille, Florence, et notre fils, François, au cours de ces années 1960.

J'en étais là de mes réflexions lorsque, en juillet 1972, Jacques Poly, tout juste nommé directeur scientifique de l'Inra, me proposa de prendre la direction du département ESR (Économie et sociologie rurales) qui lui causait des soucis. J'avais été présenté à J. Poly au début des années 1960 par un ami commun : Jean Lauvergne, qui était l'un de mes co-promotionnaires à l'Agro. Nous avions eu l'occasion d'échanger plusieurs fois, nos origines rurales nous rapprochaient, de même que la conviction qu'il est nécessaire de connaître l'agriculture concrètement avant de parler d'économie et de politiques agricoles.

DIRIGER LE DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES À L'INRA

À L'AUTOMNE 1972, VOUS ÊTES DEVENU CHEF DU DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES (ESR) DE L'INRA. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?

En juillet 1972, J. Poly m'avait expliqué que le département ESR, en ébullition depuis mai 1968, produisait peu, que le ministère de l'Agriculture voulait le supprimer, que les autres départements lui demandaient de leur affecter les chercheurs ESR pour les aider à calculer la rentabilité de leurs innovations, une solution vers laquelle il penchait. Et il m'avait proposé d'en prendre la direction.

R. Dumont et mes collègues de l'Agro me conseillaient d'accepter. Cependant, j'ai répondu à J. Poly que c'était envisageable pour moi seulement si l'Inra me donnait les moyens non pas de disperser ce département, mais de le développer, et si je pouvais continuer d'assurer mon service d'enseignement à l'Agro. De plus, je lui ai demandé de me mandater au préalable pour visiter les laboratoires ESR et m'entretenir avec les chercheurs,

Dans la maison familiale du Pont du Mousseau (Villapourçon, Nièvre) en 1970, Marcel Mazoyer photographie ses parents, son épouse et leurs trois enfants, Patricia (de face), Florence (de dos) et François (assis entre sa soeur et son grand-père), ainsi que son neveu Pascal (coiffé d'une casquette).



© INRAE / Mazoyer

afin d'évaluer l'utilité et la faisabilité de sa proposition. J'ai donc passé la fin de l'été 1972 à écouter les personnels de chaque laboratoire, réunis pour l'occasion, présenter leurs travaux et leurs projets, puis à en discuter avec chacun d'eux en particulier. À la suite de cela, j'ai fait part à J. Poly de mes réflexions.

QUEL ÉTAIT VOTRE DIAGNOSTIC ?

Tout d'abord, je notais que le département ESR était relativement récent : il n'avait été créé qu'à la fin des années 1950, tandis que les autres départements avaient été établis en même temps que l'Inra lui-même, c'est-à-dire au lendemain de la guerre, en 1946, dans des conditions de pénurie inouïe et dans un contexte de politique économique productiviste. D'où les missions initiales de l'Inra, institut de recherches appliquées visant à relever la production agricole, à moderniser les exploitations et à restaurer l'autonomie alimentaire du pays. Or, à la fin des années 1950, le contexte avait beaucoup changé : les rendements et la production dépassaient leur niveau d'avant-guerre, la modernisation des exploitations agricoles battait son plein, les industries d'amont et d'aval, les services à l'agriculture, les coopératives, les grands aménagements étaient en plein essor, le traité de Rome récemment signé prévoyait l'adoption de la politique agricole commune (PAC) : tout cela posait une multitude de questions nouvelles, d'ordre économique, social et politique, auxquelles un département naissant ne pouvait répondre sur le champ.

Je notais aussi que les départements d'origine de l'Inra avaient regroupé des organisations préexistantes" après "regroupé" et avant "et hérité". Au contraire, le département ESR avait démarré avec des moyens très limités. Les centres de comptabilité et d'économie rurales créés par les Chambres d'agriculture n'étaient pas des organisations étatiques et n'avaient donc aucune raison de participer à la constitution de ce département.

Cela étant, le département ESR avait crû rapidement : d'une dizaine de chercheurs en 1958, il était passé à une trentaine en 1968, puis à une centaine en 1972. La plupart d'entre

eux étaient de jeunes ingénieurs agronomes, inscrits en troisième cycle ou en thèse à l'université, dans différentes disciplines de sciences humaines ou sociales : économie, sociologie, anthropologie, science politique, géographie, histoire. Ils se trouvaient répartis dans six laboratoires : quatre étaient implantés dans les Écoles supérieures d'agronomie de Dijon, Grignon, Montpellier, Rennes et étaient généralement dirigés par des professeurs de ces écoles ; un autre était à l'École des industries agricoles et alimentaires de Massy ; le laboratoire central était installé dans un immeuble du 16^e arrondissement de Paris et dirigé par le chef de département, D. Bergmann.

En 1972, certaines équipes, bien reliées aux milieux professionnels, avaient atteint le meilleur niveau dans plusieurs domaines : microéconomie et gestion des exploitations et des industries agricoles, études de marché, etc. Mais dans d'autres domaines tels que la recherche opérationnelle appliquée à des échelles régionales, la politique agricole, les échanges internationaux ou l'économie du développement, le département, très centré sur l'hexagone, manquait encore de maturité et d'expertise.

De plus, le laboratoire central de Paris, beaucoup plus porté vers les considérations théoriques que vers le terrain, était divisé plus que d'autres par les courants idéologiques d'après mai 1968 : la doxa de l'économie mixte des Trente glorieuses était contrebattue, d'un côté, par des cénacles marxistes variés et, d'un autre côté, par des cercles néolibéraux voire libertariens. Le structuralisme « sans acteur », la « pratique théorique » althusserienne, et même le lacanisme provoquaient plus de disputes rhétoriques que d'analyses concrètes.

Invité à participer à des jurys de concours pour des postes de chercheurs dans ce département, j'avais vu des responsables de laboratoires et des chefs de file de certains courants de pensée favoriser outrageusement leurs protégés. Ce qui encourageait moins le travail que les faux-semblants serviles.

Les documents de travail internes pris en compte pour l'avancement dans les carrières ne manquaient pas. Mais les articles publiés dans des revues à comité de lecture, les ouvrages remarquables

et les communications à destination du grand public étaient trop peu nombreux.

À titre personnel, j'étais convaincu que les sciences économiques, sociales et politiques étaient indispensables pour instruire tout un ensemble de questions qui émergeaient à l'époque dans le monde politique, dans l'ensemble de la société, au ministère de l'Agriculture et dans les autres départements de l'Inra : comment expliquer l'envolée des prix des denrées agricoles et alimentaires sur les marchés internationaux en 1972-1973 ? Comment lutter contre l'accroissement des inégalités régionales, allant jusqu'à la désertification des régions dites difficiles ? Quel rôle le secteur agricole et alimentaire pouvait-il jouer pour juguler le chômage naissant ? Comment gérer l'épuisement annoncé des ressources naturelles ?

De ce tour d'horizon, je concluais que le département ESR était un atout prometteur, irremplaçable, et qu'il méritait d'être élevé sérieusement plutôt que rabaissé inconsidérément.

SELON QUELS PRINCIPES AVEZ-VOUS DIRIGÉ LE DÉPARTEMENT ESR ?

À l'automne 1972, j'ai passé un concours de directeur de recherches en Économie et sociologie rurales à l'Inra. Une fois reçu et nommé chef de département, j'ai quitté l'Agro du point de vue administratif mais j'ai continué d'y faire mes enseignements comme auparavant, quoique sans être payé.

J'ai dirigé le département plus en essayant de convaincre que de donner des ordres, en promouvant la multiplicité des points de vue, les débats contradictoires, des recherches orientées par la demande sociale et dont les résultats sont intelligibles pour des non-chercheurs.

Ainsi, peu à peu, les analyses de questions concrètes ont gagné du terrain. Mais j'ai pensé que les chercheurs sortant des écoles d'ingénieurs agronomes savaient trop peu de choses en économie politique et que, inversement, les chercheurs sortant des facultés d'économie en savaient généralement trop peu sur l'agriculture. En fait, dans le domaine de l'économie agricole, il aurait fallu mettre sur pied un dispositif

de formation continue, d'environ six mois, pour et par la recherche, ouvert à tous et obligatoire pour certains, dans lequel chacun aurait appris à étudier l'agriculture dans une perspective d'économie politique.

ARRIVIEZ-VOUS À PROGRESSER DANS VOS PROPRES RECHERCHES ?

Oui. Le fait d'être bien au courant des travaux des chercheurs du département ESR, des autres départements de l'Inra et d'autres institutions de recherche en France et à l'étranger, avec lesquelles nous entretenions des relations, m'aidait à progresser. Mais le cumul de l'enseignement à l'Agro et des responsabilités de chef de département limitait le temps que je pouvais consacrer à mes propres recherches et publications. J'ai cependant fait des études, et écrit les rapports, sur le développement agricole du bassin supérieur du Mures en Roumanie, de la vallée de la Bregalnitsa en Macédoine, et de la vallée du Bandama en Côte d'Ivoire. J'ai participé à d'autres études sur des régions « difficiles », notamment des régions de montagne à l'intérieur de la CEE, et sur l'adaptation de la PAC à ces régions, avec G. Bazin, J.-C. Kroll et J. Pluvinage. J'ai aussi réfléchi sur les causes sociales et politiques des famines, à une époque où elles étaient presque toujours présentées comme la conséquence de catastrophes naturelles.

De plus, comme R. Dumont allait prendre sa retraite à la fin de 1974 et qu'un concours allait être ouvert à l'Agro pour lui succéder en tant que professeur titulaire de la chaire d'Agriculture comparée et développement agricole, j'ai passé plusieurs mois cette année-là à faire deux journées de travail en une. Lors de la première journée, je rédigeais le mémoire explicitant mes titres, travaux et services rendus par le passé et, surtout, un autre mémoire correspondant à mon programme d'enseignement et de recherche pour cette chaire. Ce programme consistait en un gros document, de 262 pages, que je conclusais en attirant l'attention sur le processus de développement très inégal des agricultures du monde, ainsi que sur la surexploitation minière des ressources en certains lieux (p. 260). Et je tirais plusieurs leçons : « la supériorité

des méthodes qui laissent l'activité créatrice des producteurs agricoles s'exercer au maximum ; la supériorité de l'exploitation néo-artisanale (...) sur de trop grands domaines administrés plutôt que gérés ; la supériorité (à l'Est) des coopératives librement consenties et librement gérées sur les trop grandes unités étatiques ou semi-étatiques ; la supériorité d'une agriculture possédant un environnement dense d'industries, de coopératives, de crédit et de services, sur une agriculture isolée des activités industrielles et de services trop concentrées ; la supériorité des systèmes de prix permettant un revenu et des investissements agricoles suffisants sur les systèmes de prix qui appauvrissent l'agriculture au profit d'une croissance industrielle exagérée » (p. 261). Ces deux mémoires correspondaient à ce que l'on appelle aujourd'hui une thèse d'habilitation à diriger des recherches et ce fut mon principal travail de recherche lors de l'année 1974. Première journée bien remplie donc.

Ensuite, lors de la deuxième journée, je faisais mes cours, je suivais les travaux des chercheurs du département ESR, je gérais les problèmes de ce département, et je passais beaucoup de temps à discuter avec J. Poly, en difficulté avec le ministre de l'Agriculture à l'époque.

Il ne fut pas facile de mener tout cela de front. Je pouvais faire face à la charge élevée de travail de fond. Mais, ajoutée à cela, la gestion des rivalités personnelles et des problèmes politiques à l'Inra m'était pénible. J'ai réussi à m'en sortir grâce à Jean-Claude Tirel, un chercheur parmi les plus anciens et les plus expérimentés, respecté dans le département ESR. J. Poly l'a nommé chef de département après mon départ de l'Inra.

VOUS AVEZ DONC QUITTÉ L'INRA POUR ENTRER DE NOUVEAU À L'INA DEVENU INA PARIS-GRIGNON ?

En fait, tout le monde s'attendait à ce que je cumule les deux fonctions : professeur à l'Agro et directeur du département ESR à l'Inra. Mais j'ai considéré que la tâche à laquelle je devais désormais consacrer tout mon temps était la formation des ingénieurs en développement agricole. J'ai donc annoncé à J. Poly que je quittais l'Inra. Mais il a

continué de me consulter pendant longtemps, notamment parce qu'il avait lu mon programme d'enseignement et de recherche à l'Agro et qu'il s'en inspirait pour préparer la mise en place d'un nouveau département « Systèmes agraires et développement » à l'Inra. Ce département a finalement été constitué en 1979, après l'accession de J. Poly à la présidence de l'Inra en 1978. Son premier directeur fut Bertrand Vissac. Un peu plus tard, quand le Cirad a été créé, J. Poly, qui était président de son conseil d'administration, a également poussé à la création d'un département Systèmes agraires. Je pense que J. Poly, fils d'un instituteur du Jura, avait une connaissance intime du milieu agricole qui le portait à analyser les questions agraires de manière holistique et systémique, et non pas seulement sous des angles disciplinaires.

BÂTIR DES ENSEIGNEMENTS EN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE À L'AGRO

COMMENT S'EST PASSÉ CE DERNIER « CONCOURS D'ENTRÉE À L'AGRO » ?

J'ai été reçu, mais non sans embûche. En effet, certains vieux professeurs de l'Agro détestaient R. Dumont qui était devenu célèbre en France et à l'étranger pour ses positions anticolonialistes, tiers-mondistes et écologistes : il avait signé le *Manifeste des 121* en 1960, avait publié *L'Afrique noire est mal partie* en 1962, et avait été en 1974 le premier candidat écologiste à une élection présidentielle en France. Ce concours était un enjeu pour eux car il pouvait être une occasion d'éliminer de l'Agro cette perspective d'enseignement et de recherche critique sur les agricultures du monde. Ils n'ont pas réussi dans cette entreprise.

Dans la même veine, certains collègues, profitant de mon absence à un conseil des enseignants, avaient affecté à la promotion d'un sociologue le poste de maître de conférences qui avait été promis à la chaire d'agriculture comparée et développement agricole. En conséquence, l'assistant rattaché à cette chaire, Patrick Chaussepied, expérimenté et qui ambitionnait ce poste, a quitté l'Agro. Et je me suis retrouvé seul enseignant dans cette chaire !

SUCCÉDER À R. DUMONT, ÉTAIT-CE UN RÊVE ? QU'AVIEZ-VOUS EN COMMUN ET EN QUOI DIFFÉRIEZ-VOUS ?

Succéder à R. Dumont est surtout une chose à laquelle je n'aurais jamais osé rêver pendant très longtemps. C'est seulement après plusieurs années de travail avec lui, quand j'ai constaté la confiance qu'il m'accordait, que j'ai commencé à penser que cela pouvait être possible. Lors de son pot de départ de l'Agro, j'ai dit : « On peut te succéder, mais on ne peut pas te remplacer ». D'ailleurs, je ne pense pas que le fait de lui avoir succédé me donne un droit particulier de revendication sur son héritage : celui-ci est un bien politique universel, qu'il faut faire fructifier dans la pluralité. En février 2001, peu de temps avant son décès, je lui ai dit que je venais de rencontrer beaucoup de ses enfants spirituels au Forum social mondial de Porto Alegre.

Nous avons beaucoup de choses fondamentales en commun : la volonté de défendre et promouvoir les paysannes partout dans le monde ; la conviction qu'il faut pour cela faire du terrain, observer attentivement et enquêter auprès des paysans afin de comprendre les logiques et les limites de leurs pratiques et d'être en mesure de proposer des améliorations adéquates ; la conscience que l'agriculture est une activité *sociale* de production, que toute innovation technique a des dimensions sociales, culturelles, morales qu'il faut prendre en compte ; l'opposition au colonialisme et l'espoir d'un développement du « tiers-monde » qui conduirait à éradiquer la faim, la pauvreté et à réduire les inégalités de toutes sortes, entre pays riches et pays pauvres et aussi à l'intérieur des pays ; le souci de l'usage durable des ressources naturelles de manière à ce que les générations futures puissent elles aussi en bénéficier ; l'intention de ne pas se laisser aveugler par une idéologie quelle que soit son origine, qu'elle soit dominante ou non, et d'analyser les faits avec le plus d'objectivité et de lucidité possibles.

Pour ce qui est de nos différences, le décalage de génération entre lui et moi a fait que j'ai eu l'opportunité de me former à certaines méthodes d'analyse, en particulier l'analyse systémique et

les méthodes de recherche opérationnelle, ce qui m'a conduit à développer le concept de système agraire, la méthode d'analyse-diagnostic et la théorie correspondantes. Par ailleurs, je n'ai pas partagé son inquiétude très vive quant à la croissance démographique humaine, même si je suis d'accord qu'en certains lieux et à certaines périodes, le nombre des humains a été un facteur de crise écologique et sociale. Enfin, je pense que nous avons eu deux manières en partie différentes de mener le même combat : lui s'est concentré sur *faire savoir* largement, au moyen de dizaines de livres, de centaines d'articles, de très nombreuses conférences et prises de parole dans l'espace public, dont beaucoup sonnaient comme des signaux d'alarme dans l'espoir de provoquer un sursaut moral et politique suivi de changements concrets ; je me suis concentré sur *faire faire* aux étudiants, par choix et aussi parce qu'ils m'ont mis en demeure d'enseigner ainsi en 1968, sachant que les méthodes pédagogiques que j'ai mises en œuvre ont exigé beaucoup d'énergie et de réflexion.

COMMENT AVEZ-VOUS FAIT FONCTIONNER LA SPÉCIALISATION DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ? QUEL ÉTAIT LE PROGRAMME, COMMENT A-T-IL ÉVOLUÉ, AVEC QUELLE ÉQUIPE ?

À mon retour de l'Inra, ce sont surtout G. Bazin et J.-C. Kroll, Henri Nallet et B. Roux aussi, alors chercheurs à l'Inra, qui m'ont aidé à tenir la spécialisation Développement agricole. L'objectif de cette formation est resté fondamentalement le même qu'en 1968, même s'il a été énoncé plus précisément : former des spécialistes capables d'établir un diagnostic sur une agriculture quelle qu'elle soit, capables également d'identifier et de formuler des propositions de projets, de programmes et de politiques de développement agricole, en concertation avec les différentes catégories d'agriculteurs et autres acteurs concernés, cela afin d'éviter les pièges de la présomption technocratique, de la précipitation bureaucratique ou de la soumission à des intérêts d'acteurs totalement étrangers à ce milieu, des spécialistes capables aussi de mettre en œuvre de tels projets, programmes,

politiques, et d'évaluer leurs effets. On dirait aujourd'hui des projets et des programmes participatifs, *bottom-up*, par opposition à tant de projets et programmes parachutés, *top-down*.

En conséquence, la structure de la spécialisation est restée fondamentalement la même : stage collectif en début d'année universitaire, puis un semestre de cours et séminaires, puis un semestre de stage de recherche consistant à conduire une analyse-diagnostic agraire, à proposer des projets et à rédiger un mémoire à ce sujet. À partir du début des années 1990, j'ai demandé aux étudiants de remettre aussi une synthèse de 15 pages de leur mémoire afin que leurs travaux soient plus facilement connus et que les meilleurs puissent être publiés sous forme d'article.

En 1976 ou 1977, j'ai pu recruter deux assistants. Je pense que l'ouverture de ces deux postes était un signe fort que mon projet scientifique et pédagogique était reconnu par l'ensemble des enseignants de l'Agro, en particulier par Jacques Delage qui en était le directeur depuis 1975. Il tenait R. Dumont en haute estime et était convaincu que les sciences de synthèse, au carrefour de plusieurs disciplines, avaient toute leur place dans la formation des ingénieurs agronomes. J'ai alors recruté Jeanne-Marie Denis-Viel à qui j'ai confié le séminaire d'histoire de la pensée économique, puis Marc Dufumier pour le séminaire relatif à l'évaluation des projets de développement agricole. Au début des années 1980, j'ai engagé Hélène Massieu qui s'est occupée du séminaire d'économie du développement, puis j'ai recruté Sophie Devienne. À leurs débuts, tous ces enseignants ont animé un séminaire de lectures et débats accompagnant mon cours sur l'évolution et la différenciation des systèmes agraires. Au début des années 1990, H. Massieu est partie et J.-M. Viel a commencé de s'éloigner progressivement pour rejoindre une autre chaire. En 1993, j'ai embauché Hubert Cochet, principalement pour enseigner des études de cas de systèmes agraires et l'évaluation de projets en collaboration avec M. Dufumier, et toi, Laurence Roudart, pour enseigner sur les systèmes agraires et écrire un livre en

collaboration avec moi, et pour développer un enseignement sur les politiques agricoles dans les pays en développement. A la fin des années 1990, J.-M. Viel étant sur le départ, j'ai recruté Blandine Cheyroux pour lui confier l'enseignement en économie ainsi que sur certains systèmes agraires de Thaïlande qu'elle connaissait si bien. Elle a d'ailleurs obtenu la médaille de l'Académie d'agriculture pour sa thèse sur ce sujet. En 2000, j'ai eu la joie de recruter comme professeur G. Bazin, fidèle compagnon de route, qui avait fait une bonne partie de sa carrière comme chercheur à l'Inra tout en dirigeant le DESS en développement agricole à l'IEDES. Jusqu'à ma retraite, j'ai tenu à ce qu'il y ait une collaboration étroite entre ce DESS et la spécialisation en développement agricole à l'Agro, avec des cours en commun.

Au fur et à mesure que l'équipe enseignante s'est étoffée, il est devenu possible de créer d'autres enseignements, comme par exemple l'initiation à l'ingénierie de projets (INIP) en deuxième année : l'INIP ayant une durée de deux mois, elle a permis de monter une version approfondie du stage d'entrée dans la spécialisation Développement agricole ; je renouais ainsi, moyennant des aménagements, avec ma proposition d'instaurer un « atelier pluridisciplinaire de conception de programmes de développement » qui figurait dans mon programme d'enseignement et de recherche de 1967.

THÉORISER L'ÉVOLUTION ET LA DIFFÉRENCIATION DES SYSTÈMES AGRAIRES

VOUS AVEZ MIS LE CONCEPT DE SYSTÈME AGRAIRE AU CŒUR DE VOTRE ENSEIGNEMENT.

Le concept de système agraire, la méthode d'analyse-diagnostic de système agraire et la théorie de l'évolution historique et de la différenciation géographique des systèmes agraires ont été au cœur de mon enseignement. Cela étant, j'ai fait appel à bien d'autres concepts, un enseignement ne peut pas être mono-conceptuel ! J'aime bien ce mot de Howard Becker dans *Les ficelles du métier* : « Sans concepts, vous

ne savez pas où regarder, que rechercher, ni comment reconnaître ce que vous recherchez quand vous l'avez trouvé ». Il montre bien la fonction heuristique d'un concept. Ailleurs dans le même livre, il met en garde contre l'usage borné d'un concept, sa transformation en œillères : « La stratégie qui consiste à laisser le concept définir le cas (...) nous empêche de voir et d'étudier les aspects de notre cas qui n'étaient pas présents au départ dans la description de la catégorie. Les choses que nous laissons de côté ne cessent cependant de revenir pour nous enquiquiner ».

QUELLE EST VOTRE COMPRÉHENSION DU CONCEPT DE SYSTÈME AGRAIRE ?

Le concept de système agraire est un concept opératoire construit de manière inductive à partir de l'analyse d'une multitude de cas réels d'agricultures, contemporaines ou passées, à différentes échelles spatiales : de la petite localité à la grande région au sens d'une fraction de continent. L'extension du concept concerne donc toutes les formes singulières d'agriculture, chacune d'elles étant un objet écologique et social complexe, en évolution. Dans toute démarche de généralisation empirique de ce genre, ce qui est crucial, c'est d'arriver à sélectionner un ensemble de caractères réels nécessaires pour guider efficacement les investigations empiriques. Ces caractères constituent les fondements des différentes dimensions et sous-dimensions du concept, ce que l'on appelle sa compréhension. Dans le cas du concept de système agraire, mon objectif scientifique était de pouvoir comparer entre elles les différentes formes d'agricultures du point de vue du développement agricole, et de pouvoir les situer dans le grand mouvement complexe d'évolution historique et de différenciation géographique des agricultures depuis l'époque néolithique. Mon objectif était aussi de fournir, aux étudiants en particulier, un outil intellectuel leur permettant d'appréhender toute forme concrète d'agriculture en tant qu'objet écologique et social complexe.

Nous avons écrit à ce sujet dans *Histoire des agricultures du monde* et dans des articles. En résumé, je dirai que l'on peut considérer deux sous-systèmes en

interaction – l'écosystème cultivé et le système social productif – et pour chacun d'eux, analyser sa structure et son fonctionnement. La structure de l'écosystème cultivé correspond aux différentes parties du paysage selon leurs caractéristiques écologiques et la manière dont elles sont aménagées, entretenues et exploitées, ou au contraire non entretenues ou non exploitées ; de manière analogue, l'ensemble des animaux domestiques peut être scindé en plusieurs groupes selon leurs races, âges et types de soins. Une fonction absolument essentielle dans l'écosystème cultivé est le renouvellement de la fertilité des terres exploitées, en particulier pour les terres consacrées aux cultures vivrières les plus importantes dans l'alimentation humaine. À cet égard, il est fondamental d'analyser les transferts de biomasse, s'il en existe, entre les différentes parties de l'écosystème. Le défrichement et la contention de la végétation sauvage, la contention de la faune sauvage y compris les divers parasites des cultures et des élevages, sont d'autres fonctions très importantes.

La structure du système social productif correspond aux différents groupes d'unités de production agricole qui exploitent et renouvellent, de manière concurrente et complémentaire, la biomasse utile à la population humaine. On peut distinguer ces différents groupes en fonction des systèmes de production, au sens technique, mis en œuvre et en fonction de caractéristiques sociales. Ici, il y a donc une articulation entre le concept de système agraire et celui de système de production tel qu'il a été pensé à l'échelle d'une exploitation agricole, ou d'un groupe d'exploitations agricoles proches du point de vue des activités et des techniques. Il y a eu beaucoup de débats sur ce dernier concept. L'important est qu'il permette une compréhension approfondie des logiques et des pratiques des agriculteurs, de la création de valeur par leur travail, de leurs effets sur l'environnement. En fonction des objectifs de son travail, un chercheur peut aussi mobiliser ici les concepts de système de culture, d'itinéraire technique, d'opération culturale, des concepts qui ont été approfondis par Michel Sebillotte,

ou des concepts équivalents dans le domaine de l'élevage. Le concept de système agraire intègre donc, et prend appui sur, les autres concepts de systémique agricole pensés à des échelles plus petites.

Les caractéristiques sociales que je viens d'évoquer concernent les rapports sociaux de production et d'échanges : statut de la main d'œuvre dans l'unité de production agricole (familiale, salariale, coopérative), autre statut du chef d'exploitation (entrepreneur indépendant, salarié), mode d'accès aux terres exploitées (faire-valoir direct, fermage, métayage, libre accès), commun régulé localement mode d'accès à l'eau d'irrigation le cas échéant, mode d'accès au capital fixe et circulant (fonds propres, emprunt, type d'emprunt), mode d'accès aux échanges entre produits agricoles et non agricoles (troc, marché et rapports de prix entre produits agricoles et autres produits).

Une fonction essentielle du système social productif est de renouveler une partie au moins des groupes d'unités de production agricole, à l'identique ou avec des changements. Une autre est de fournir des biens et des services à la population non agricole. Bien évidemment, les deux sous-systèmes – social productif et cultivé – sont en interrelations étroites. Le fonctionnement de tout système agraire correspond à des flux de matières, d'énergie et de valeur à l'intérieur de l'agriculture considérée, ainsi qu'entre elle et le reste du monde. Du fait de ces échanges, l'étude d'un système agraire ne peut être conduite isolément, en particulier quand certaines activités d'amont (fourniture de moyens de production agricole) ou d'aval (utilisation des produits agricoles) sont situées en dehors du périmètre de l'agriculture considérée.

Chaque système agraire est l'expression théorique d'un type d'agriculture historiquement constitué et géographiquement localisé. Ainsi conçu, un système agraire met en lumière la cohérence d'une agriculture, ses raisons d'être et de perdurer. Pour autant, cette agriculture peut connaître des dysfonctionnements et des contradictions internes. En particulier, une fraction des unités de production peut progresser tandis que les autres régressent : le

développement est alors *contradictoire*. Il est *inégal* quand certaines unités de production progressent beaucoup plus vite que d'autres.

Au final, le concept de système agraire n'est pas une construction figée, qui l'apparenterait à une grille de lecture rigide : il se veut au contraire souple, adaptable aux spécificités de chaque contexte écologique et social, et aux objectifs poursuivis par les chercheurs. Le concept est utilisable à différentes échelles spatiales : son usage à grande échelle entraîne moins d'approfondissement des différentes dimensions qu'une analyse à petite échelle. Pour autant, il faut savoir évaluer les limites spatiales de tel ou tel type de système agraire. Enfin, les différentes dimensions et sous-dimensions que je viens de présenter ouvrent sur des démarches de travail de terrain, par observation et par enquêtes, ainsi que sur des approches participatives.

ON EN VIENT AINSI À LA MÉTHODE D'ANALYSE-DIAGNOSTIC D'UN SYSTÈME AGRAIRE.

Le concept de système agraire guide la méthode concrète d'analyse-diagnostic que j'ai développée et enseignée aux étudiants. Pour faire bref, cette méthode comporte plusieurs éléments fondamentaux : lecture de paysage, identification des différents types de système de production, échantillonnage raisonné des exploitations agricoles, enquêtes techniques et économiques dans les exploitations, représentation des résultats empiriques obtenus, modélisation, tout cela étant mis en perspective par rapport à la dynamique évolutive de l'agriculture étudiée. J'ai écrit plus précisément sur cette méthode dans l'article « Pour des projets agricoles légitimes et efficaces. Théorie et méthode d'analyse des systèmes agraires », que j'ai publié en 1993 dans la revue *Réforme agraire* de la FAO. Cependant, j'insiste, l'analyse-diagnostic de système agraire n'est pas une méthode rigide, à appliquer partout et tout le temps de manière mécanique, selon une succession d'étapes codifiées. Elle est, au contraire, itérative et ajustable à chaque contexte singulier.

Les élèves-ingénieurs qui ont suivi la spécialisation Développement agricole ont tous réalisé un stage et un mémoire de fin d'études consacrés à une analyse-diagnostic de système agraire assortie de propositions de projets de développement, dans la petite région de leur choix. Un étudiant qui avait fait ce travail correctement, qui avait ainsi ouvert la boîte noire de tout un ensemble d'exploitations agricoles d'une même petite région, qui avait par l'esprit démonté et remonté leur fonctionnement en tenant compte des objectifs et des contraintes de tous ordres – pédo-climatiques, économiques, etc. – des agriculteurs, qui avait interprété tout cela à la lumière de l'évolution historique de l'agriculture de la région, un tel étudiant était prêt à devenir un professionnel compétent dans le développement agricole.

Par ailleurs, j'ai dirigé un bon nombre de thèses, à l'Agro et à l'IEDES. Leur contenu n'était pas formaté comme pouvait l'être celui des mémoires de fin d'études d'ingénieur, mais il incluait toujours des analyses systémiques de l'agriculture reposant sur un gros travail de terrain, comportant des observations et des enquêtes approfondies, avec une mise en perspective historique.

Ainsi, au fil des années, une masse considérable de données de terrain et de réflexions sur les conditions et sur les possibilités de développement de nombreuses agricultures du monde se sont accumulées.

VOUS AVEZ PUISÉ DANS TOUS CES MATÉRIAUX POUR CONSTRUIRE PROGRESSIVEMENT LA THÉORIE DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE ET DE LA DIFFÉRENCIATION GÉOGRAPHIQUE DES SYSTÈMES AGRAIRES ?

Je rappelle que cette construction théorique s'est inscrite dans le projet pédagogique visant à fournir aux étudiants en développement agricole un corps de connaissances qui explique de manière synthétique la généalogie des agricultures du monde depuis l'époque néolithique, et qui fonde conceptuellement l'étude empirique de toute agriculture en vue de formuler des projets, des programmes ou des politiques.

Les soutenances de mémoires d'ingénieurs et de thèses en agriculture comparée et développement agricole ont été effectivement une source d'informations très précieuses. Mes propres études de terrain aussi. Pour moi, ce qui a toujours été décisif, c'est de me rendre sur place. Contempler un beau paysage agraire, bien soigné par les humains, c'est d'abord une émotion esthétique et spirituelle, semblable à celle que j'éprouve quand j'admire une peinture ou une sculpture de grand maître. Ensuite, il s'agit de comprendre l'agriculture contemporaine et d'y déceler des traces d'agricultures plus anciennes, d'en discuter avec les agriculteurs du lieu en vue de reconstituer son histoire agraire. Ainsi, j'ai compris beaucoup de choses sur la genèse et les transformations des hydro-rizicultures asiatiques en faisant du terrain avec certains de mes anciens doctorants : Guy Trébuil, Somyot Thungwa et Thippawal Srijantr en Thaïlande, Hyunh-Seok Oh en Corée. J'ai aussi fait du terrain au Vietnam, dans le delta du fleuve Rouge, avec le professeur Dao The Tuan, qui était directeur de l'Académie d'agriculture de ce pays. De plus, l'analyse de certaines agricultures actuelles permet de comprendre des agricultures passées ailleurs. Ainsi, c'est en étudiant des systèmes de culture à l'aire fondés sur une rotation biennale jachère-blé avec élevage pastoral associé en Algérie et en Tunisie que j'ai compris bien des choses sur les systèmes agraires antiques en Europe. Ensuite, les discussions avec des collègues chercheurs, et des lectures, ont contribué à l'élaboration progressive de la théorie.

Disposer d'un concept de système agraire bien charpenté a permis de sélectionner les informations utiles à cette élaboration. En effet, si les mémoires et les thèses en agriculture comparée comportaient, par construction, beaucoup d'informations utiles pour cela, ce n'était pas le cas, en général, des autres publications qui s'intéressaient à bien d'autres aspects des agricultures. Il fallait donc y rechercher dans une foule de descriptions et d'interprétations celles qui pouvaient contribuer à l'édification de la théorie.

QUELLE EST L'ESSENCE DE CETTE THÉORIE ?

Cette théorie permet de classer les multiples formes d'agricultures réelles en catégories. Elle permet de se représenter les transformations incessantes de l'agriculture dans toute région du monde comme une succession de systèmes distincts, constituant autant d'étapes d'une série évolutive caractéristique de cette région. Une *révolution agricole* est le processus écologique, technique et institutionnel qui conduit d'un système agraire à un autre : un tel processus peut être rapide mais il peut aussi s'étaler sur des siècles. Enfin, cette théorie permet de comprendre la diversité géographique des agricultures à une époque donnée.

L'ÉCOLE DE PENSÉE « AGRICULTURE COMPARÉE » S'EST-ELLE ÉTENDUE AU-DELÀ DE L'AGRO ET DE L'IEDES ?

Au fil du temps, des anciens élèves et doctorants sont devenus chercheurs ou enseignants-chercheurs, certains d'entre eux ont créé des laboratoires du même genre dans des écoles d'agronomie ou des universités, en France et à l'étranger, contribuant ainsi à faire vivre une véritable école scientifique d'agriculture comparée et développement agricole. Je pense par exemple au laboratoire de l'Université fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS) au Brésil, où travaille Miguel Lovo de Andrade qui a fait sa thèse avec moi. Magda Zanoni, qui était professeure de sociologie rurale à Paris X-Nanterre, dispensait aussi des cours à l'UFRGS. Nous avons révisé ensemble la traduction en portugais brésilien d'*Histoire des agricultures du monde*. Marinês Zandavalli Grando, qui avait fait sa thèse à l'IEDES avec moi aussi et était devenue directrice de la Fondation pour l'économie et les statistiques agricoles de l'État du Rio Grande do Sul, a enseigné à l'UFRGS également. Je pense aussi au laboratoire du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC, qui est devenu l'Institut des régions chaudes de Montpellier SupAgro), qui était animé par Michel Brochet et ses collègues, ou encore au laboratoire de l'ISTOM, École supérieure d'agro-développement international, animé par Marc Oswald.

Des chercheurs ou enseignants-chercheurs issus de la chaire ont travaillé dans d'autres unités de recherche, comme Michel Griffon qui a été chercheur puis directeur scientifique au Cirad, Dominique Barjolle à l'École polytechnique fédérale de Zurich, Guy Debailleul à l'Université Laval au Québec, Christophe Gironde à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève, Slimane Bencherif à l'Université de Djelfa. Il y en a beaucoup d'autres.

Bien sûr, la majorité des anciens élèves n'a pas travaillé dans la recherche. Mais beaucoup de ceux que j'ai eu l'occasion de revoir après leurs études, ou avec qui je suis resté en contact, m'ont dit à quel point cette formation avait eu une forte influence sur leur manière de réfléchir aux questions agricoles et de travailler. Je pense notamment à Michel Merlet, Paolo Groppo, Vicente Garcés Ramón, Christine Surdon, Irène Haury et Igor Besson. Ce dernier est consultant en développement agricole, je lui connais la même empathie que R. Dumont pour les populations paysannes et la même finesse dans l'analyse et la compréhension de leurs pratiques et de leurs modes de vie. Il a d'ailleurs supervisé la réédition en 1995 du livre de R. Dumont *La culture du riz dans le delta du Tonkin*.

PORTER UNE EXPERTISE INTERNATIONALE AU SERVICE DES PAYSANNERIES

DANS LES ANNÉES 1980, VOUS AVEZ ÉTÉ MAIRE DE VOTRE COMMUNE D'ORIGINE MAIS VOUS AVEZ EXERCÉ AUSSI EN TANT QU'EXPERT DE RÉPUTATION INTERNATIONALE.

J'étais resté proche des gens de Villapourçon, commune qui avait toujours été de gauche. A la fin des années 1970, j'avais constitué avec des collègues de l'Agro et de l'Inra un comité de soutien à l'élection de F. Mitterrand à la présidence de la république. Lors des élections municipales qui ont suivi, j'ai fait partie d'une liste d'Union présidentielle puis j'ai été élu maire. Avec le conseil municipal, nous avons soutenu toutes sortes d'activités en vue de donner aux habitants l'envie de rester plutôt que de partir en ville. Malheureusement,

malgré nos efforts, l'exode a continué : Villapourçon ne compte plus que 400 habitants alors qu'elle en abritait 3 200 au début du XX^e siècle, tous les petits commerces ont fermé, il n'y a plus qu'une seule école contre quatre auparavant, et plus qu'une seule exploitation agricole par hameau. Mais, quand mes activités au niveau international sont devenues plus lourdes, j'ai jugé plus raisonnable de ne pas poursuivre en tant que maire. Cela étant, j'ai continué de jouer de la vielle à roue de temps en temps dans l'association amicale des Morvandiaux de Paris.

POURRIEZ-VOUS PARLER DE VOTRE PRÉSIDENTIE DU COMITÉ DU PROGRAMME DE LA FAO ?

En 1981, j'ai été mandaté par le ministère de l'Agriculture pour organiser en France la première journée mondiale de l'alimentation, célébrée chaque 16 octobre dans le monde sous l'égide de la FAO. Cela m'a conduit à remplacer quelque temps le représentant de la France au Comité du programme de la FAO puis j'ai été élu président de ce comité en 1983, fonction que j'ai assurée jusqu'au début des années 1990. Ce comité, composé de représentants de 12 États-membres et du président, se réunit durant une quinzaine de jours deux fois par an afin d'examiner l'exécution du programme de travail biennal en cours, et de préparer le projet de programme du biennium suivant.

A ce poste, j'ai pu observer les manœuvres diplomatiques des représentants de différents pays ou groupes de pays, notamment l'offensive du groupe de Cairns, des États-Unis et de quelques autres pays développés ou émergents pour cantonner la FAO dans ses seules fonctions de collecte et de diffusion d'informations relatives à l'alimentation et à l'agriculture, et pour réduire ses programmes d'assistance technique sur le terrain. Cela s'inscrivait dans un contexte où tous ces pays cherchaient à diminuer leurs contributions financières aux institutions spécialisées des Nations unies telles que la FAO, dans lesquelles ils n'avaient pas la majorité. En revanche, la plupart des pays en développement, en particulier ceux du groupe des 77, pensaient que les activités de terrain de la FAO étaient très utiles.

En 1987, doutant de la volonté du directeur général, Édouard Saouma, de se conformer à leurs exhortations, le groupe de Cairns et ses alliés ont réussi à faire adopter par l'assemblée plénière de tous les pays membres une résolution demandant un examen approfondi de « certains aspects des buts et opérations de la FAO ». Ce travail fut confié conjointement au Comité du programme et au Comité financier, avec l'appui d'un comité d'experts *ad hoc*, du directeur général et du secrétariat de la FAO. Et je fus chargé de rédiger le rapport final de ces travaux. Durant tout le processus, qui a duré deux ans, j'ai pu compter sur l'appui de Atif Y. Bukhari, président du Comité financier et ambassadeur de l'Arabie saoudite auprès de la FAO, qui modérait les réunions tout en me laissant conduire les débats et examinait les aspects financiers. J'ai bénéficié aussi de la collaboration de Kay Killingsworth, qui occupait un poste de haut rang à la FAO et assurait au mieux la préparation des réunions et de leurs comptes rendus dans différentes langues.

Dans tous ces travaux, j'ai pris le parti, avec l'accord de mes pairs, de concentrer l'attention sur l'analyse de la situation alimentaire et agricole dans le monde réel, ainsi que sur les activités effectives de la FAO, et pas sur les positions de principe des uns et des autres, à peu près impossibles à concilier. J'ai passé beaucoup de temps à rédiger le rapport final qui devait être tout à la fois diplomatique et ferme. Je l'ai présenté devant le Conseil et la Conférence⁶ de la FAO en 1989. Ce rapport dressait un état des lieux de la pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition dans le monde, en particulier parmi les populations paysannes. Il démontrait que l'aide alimentaire d'urgence et l'aide publique au développement étaient beaucoup trop faibles pour escompter

⁶ Le Conseil de la FAO, composé des représentants de 49 États-membres et d'un président, est l'organe exécutif de la Conférence, qui est l'assemblée plénière de tous les États-membres et membres associés, cette assemblée étant l'organe directeur souverain de la FAO.



En 1991, à l'occasion de l'anniversaire de son collègue et ami Yves Guoussault, professeur de sociologie du développement à l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES), Marcel Mazoyer plante un Ginkgo biloba dans la propriété en Normandie de son ami.



© Stéfania Janner



© INRAE/Mazoyer

À gauche : vue aérienne de la zone de l'Office du Niger, au Mali, en 2009.
À droite : village au bord du fleuve Niger en 2010 au Mali, où Marcel Mazoyer effectue un travail de consultant.

l'éradication de la pauvreté et de la faim dans un délai historique rapproché. Il concluait que les activités de terrain de la FAO devaient être maintenues à un niveau aussi élevé que possible, sans que leur financement n'empiète sur celui des activités de collecte et de diffusion d'informations, tout en énonçant des recommandations pour plus d'efficacité des opérations de terrain.

La plus grande partie des conclusions et des recommandations du rapport ont fait l'objet d'un consensus de la part des membres des deux comités, ce qui n'était pas un mince résultat. Mais il n'y a pas eu de consensus sur le financement : alors que les représentants de certains pays souhaitaient des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre les recommandations du rapport, d'autres estimaient que la FAO devait les appliquer à budget constant. Le directeur général a fini par mettre en pratique une partie des recommandations, dans un contexte financier difficile car certains pays continuaient leur bataille contre les opérations de terrain de la FAO en retardant le paiement de leur cotisation.

Ce travail à la FAO a pris fin en 1991. Mais j'ai continué ensuite de travailler avec le Comité interministériel pour l'alimentation et l'agriculture à Paris. À l'invitation de Jacques Diouf, ancien Agro de Grignon qui avait succédé à E. Saouma en tant que directeur général de la FAO, j'ai été associé à la préparation du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996. Et j'ai participé à d'autres conférences internationales traitant d'agriculture et d'alimentation.

VOULEZ-VOUS NOUS PARLER DE CERTAINES DE VOS ÉTUDES EN TANT QUE CONSULTANT ?

J'aimerais juste parler d'une consultation que j'ai faite en Haïti, en 1984, à la demande de l'ambassade de France dans ce pays. J'y étais déjà allé plusieurs fois auparavant, j'étais très impressionné par le fait que Haïti fut la première république de paysans noirs s'étant libérés de l'esclavage. Et j'avais eu l'occasion d'admirer le magnifique projet de développement agricole de Madian-Salagnac supervisé par M. Brochet.

Je me suis retrouvé en tant que conseiller agricole dans une mission organisée par la Banque mondiale : la cheffe de mission était une économiste japonaise, il y avait aussi un économiste argentin comme conseiller commercial. Après quelques visites de terrain et entretiens, nous avons eu une réunion avec les ministres de l'Économie et de l'Agriculture. Nous étions en pleine période de néo-libéralisme triomphant, de crise internationale de la dette, de politiques de stabilisation et d'ajustement structurel imposées aux pays endettés les plus en difficulté. Sans surprise donc, la cheffe de mission a fait la proposition principale suivante au nom de la Banque mondiale : supprimer des droits de douane sur les produits agricoles importés, qui étaient de l'ordre de 100 %, de manière à faire baisser de moitié les prix alimentaires et le salaire de la main d'œuvre peu qualifiée. En Haïti, ce salaire s'établissait à 2 dollars par jour, contre 1 dollar par jour dans d'autres îles des Caraïbes. L'objectif était d'attirer ainsi des usines de montage automobile

que des firmes américaines, souffrant de la concurrence japonaise et européenne, prévoyaient de délocaliser dans les Caraïbes, avec l'assentiment du gouvernement américain. Bel exemple d'une organisation internationale au service de capitaux privés ! Le conseiller commercial argentin soutenait la proposition, notamment parce qu'il y voyait une opportunité d'accroissement des exportations agricoles argentines en Haïti. Autres capitaux privés ayant des intérêts dans l'affaire...

Le ministre de l'Économie, frais émoulu de l'Université Harvard, accueillit très favorablement cette proposition, au motif de la création probable de quelques milliers d'emplois industriels. En revanche, le ministre de l'Agriculture s'y opposa vigoureusement : connaissant la situation dans les campagnes haïtiennes, il pensait qu'une telle baisse des prix des produits agricoles provoquerait un exode massif des paysans, un exode très supérieur aux créations d'emplois industriels attendues. De plus, en 1984, le ministre de l'Agriculture savait bien que la révolte grondait dans les campagnes haïtiennes : en effet, à la suite d'une épidémie de peste porcine africaine, les autorités américaines, canadiennes et mexicaines avaient imposé l'abattage systématique de tous les porcs de race créole, une race rustique valorisant bien toutes sortes de sous-produits des cultures et de déchets domestiques, à la viande très appréciée, et constituant une forme d'épargne sur pied pour de nombreux paysans.

J'ai soutenu la position du ministre de l'Agriculture et j'en ai explicité les

raisons dans mon rapport de mission. Je soulignais que l'économie paysanne haïtienne était en crise à cause des difficultés du milieu montagnard largement prédominant, de l'extrême faiblesse de l'outillage, de la superficie toujours plus petite des exploitations agricoles et de la concurrence par les prix des produits agricoles importés. Je recommandais une stratégie de développement radicalement différente de celle énoncée par la cheffe de mission, visant les objectifs suivants : assurer l'autosuffisance vivrière de la paysannerie ; dégager des surplus alimentaires commercialisables pour approvisionner les villes et aller vers une autonomie alimentaire aussi grande que possible ; dégager des surplus exportables ; constituer dans les campagnes un pouvoir d'achat adressant une demande aux autres secteurs de l'économie. Je concluais que sans une telle stratégie de développement du secteur paysan, le pouvoir d'achat créé par les nouvelles usines, à supposer qu'elles s'installent en Haïti, deviendrait un simple multiplicateur des importations.

Haïti a été soumis à une politique d'ajustement structurel à partir de 1986 et, hélas, toutes les conséquences prévues s'en sont suivies, dont l'afflux de paysans

appauvris et affamés dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Cet itinéraire dramatique, parmi d'autres, m'a fait beaucoup réfléchir sur les dégâts du libre-échange agricole quand il met en concurrence des agriculteurs dont les productivités et les coûts de revient sont très inégaux.

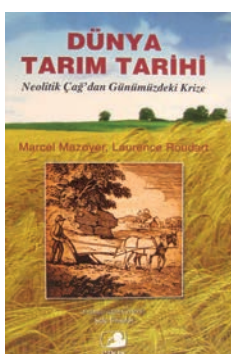
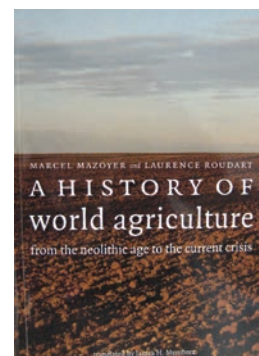
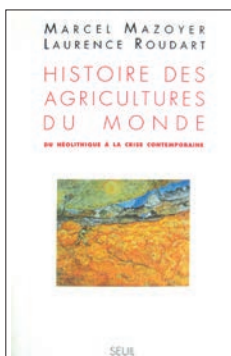
PRODUIRE UNE ANALYSE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE INTERNATIONALE

D'OÙ VIENT LE PROJET D'OUVRAGE HISTOIRE DES AGRICULTURES DU MONDE. DU NÉOLITHIQUE À LA CRISE CONTEMPORAINE QUE NOUS AVONS MENÉ ENSEMBLE ?

Pendant longtemps, j'ai pensé le contenu de ce livre uniquement en fonction des cours que je dispensais, à l'Agro et dans d'autres établissements en France et à l'étranger, en fonction d'une transmission orale donc. Je n'ai pas fait partie des générations d'enseignants-chercheurs soumis à une forte pression sur les publications. D'ailleurs, je ne pense pas que cette pression est souhaitable, elle contraint les chercheurs à publier sans cesse sans avoir le temps de mûrir leur réflexion, ce qui conduit à une masse de publications

peu intéressantes. Cela étant, j'avais écrit mes programmes d'enseignement et de recherche pour les concours que j'avais passés en 1967 et 1974, des articles notamment pour des encyclopédies, des communications à des colloques et beaucoup de rapports d'étude. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, plusieurs collègues – dont Hervé Bichat qui était alors directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture – ainsi que des anciens élèves m'ont pressé d'écrire ce que j'enseignais. Mais il y a un monde entre un cours oral et un ouvrage, surtout quand la matière traitée concerne de nombreuses agricultures du monde du néolithique à nos jours !

Par ailleurs, pour construire mon cours sur les systèmes agraires, j'avais lu des publications d'historiens, de géographes, d'anthropologues, de sociologues, d'agronomes, d'économistes, mais pas de manière systématique, et sans prendre de notes. Notre collaboration pour écrire *Histoire des agricultures du monde* (le titre a été choisi par l'éditeur) a démarré en 1991, quand tu travaillais à la FAO et que j'achevais là mon travail de président du Comité du programme. Nous avons discuté sur la base des notes que tu avais prises quand



Couvertures de *Histoire des agricultures du monde* en versions française, espagnole, anglaise, turque, grecque, portugaise (Brésil) et portugaise.

Couverture de
Agricultures du
monde, à destination
des jeunes adolescents.



tu avais suivi mes cours dans la spécialisation Développement agricole en 1985-1986. Après ton recrutement à l'Agro en 1993, nous avons travaillé durant quatre années de manière très intense, en menant de front l'écriture de ce livre et nos autres tâches d'enseignants-chercheurs. Chacun d'entre nous a écrit la première version de tel ou tel chapitre, puis l'autre l'a corrigée et complétée, et ainsi de suite, de nombreuses fois, jusqu'à ne plus pouvoir l'améliorer. Cela a été possible parce que nous avions le même niveau d'exigence et aussi des complémentarités dans le travail, et parce que nous avons en commun certaines valeurs quant à la nature et au sens de la production scientifique.

La publication en 1997 d'*Histoire des agricultures du monde* a été l'un des meilleurs moments de ma vie professionnelle. Le fait qu'il soit devenu un classique m'a rendu très heureux, de même que sa traduction en sept langues : anglais (américain), chinois (à paraître bientôt), espagnol, grec, portugais, portugais brésilien, turc. Je suis content aussi que nous ayons publié en 2004 une version pour les jeunes adolescents. Cette version courte s'adresse plus à la sensibilité qu'à la raison, mais c'est peut-être une manière plus efficace de convaincre durablement. Comme le disent les Bambaras, « Si vous voulez sauver des connaissances et les faire voyager à travers le temps, confiez-les aux enfants »⁷.

CET OUVRAGE AVAIT AUSSI UNE DIMENSION POLITIQUE.

Dans ce livre, nous avons voulu rendre les réalités agricoles intelligibles pour un large public, y compris les décideurs, dans un contexte où ces réalités sont méconnues voire ignorées. Pour cela, nous avons opté pour un discours tout à la fois concret et conceptualisé. Mais nous avons aussi formulé des analyses et des propositions qui allaient à

⁷ Bâ Amadou Hampâté, 1994. *Petit Bodiel et autres contes de la savane*. Paris, Stock.

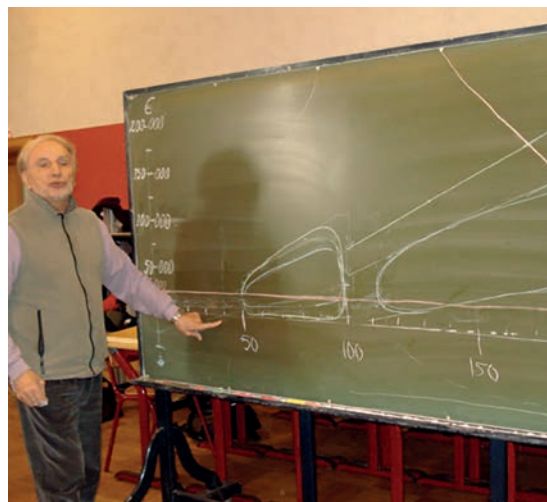
contre-courant de la pensée dominante à l'époque, celle-ci étant exprimée notamment dans l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC, signé en 1994 à Marrakech. Nous avons voulu donner des armes à ceux qui cherchent à construire des alternatives à un monde organisé en fonction de la concurrence par les prix sur les marchés, autrement dit en fonction des intérêts d'une poignée d'acteurs dominants.

Nous avons cherché à montrer que les contradictions de l'économie agricole mondiale aujourd'hui sont pour partie le produit d'une longue histoire, faite de multiples trajectoires écologiques, sociales et culturelles, des histoires suffisamment diversifiées pour démontrer que la croyance en un modèle unique de développement agricole est absurde et que toutes les agricultures contemporaines sont, à leur manière, « modernes ». Nous avons établi un panorama des gammes de productivité des grands types d'agricultures dans le monde à la fin du 19^e siècle et à la fin du 20^e, en insistant particulièrement sur la productivité du travail. Nous avons montré que la mise en concurrence par les prix d'héritages agraires aussi inégaux a entraîné et continue d'entraîner le blocage du développement puis l'appauvrissement, la ruine et l'exclusion de dizaines de millions de paysans peu productifs. Cette



© INRAE/Mazoyer

Marcel Mazoyer au Vietnam
en 1993, avec son interprète
et des enfants d'un village
dans le delta du Mékong.



concurrence est indirecte : tous les agriculteurs ne vendent pas directement sur des marchés nationaux ou internationaux. Mais elle exerce bel et bien une pression à la baisse sur les prix des produits agricoles dans la grande majorité des territoires du monde, contribuant ainsi à expliquer la crise agricole contemporaine. C'est pourquoi nous avons plaidé pour une autre organisation des échanges agricoles internationaux, reposant sur la délimitation de grandes zones à l'intérieur desquelles les niveaux de productivité du travail agricole sont comparables, et sur la mise en place progressive de barrières douanières dans chaque zone, des barrières d'autant plus élevées que les niveaux de productivité sont faibles. Cela de manière à relever petit à petit les prix agricoles et à relancer les économies paysannes en détresse.

VOUS AVEZ PARTAGÉ CES IDÉES AVEC LE CNJA (CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS).

À la fin des années 1990 et au début des années 2000, j'ai travaillé avec le CNJA dont le directeur, Frédéric Descrozaillès, était un de mes anciens élèves. Il était entouré de JA particulièrement actifs, parmi lesquels François Vanier et Jean-Luc Duval, qui réfléchissaient beaucoup sur la PAC et sur son alignement sur les injonctions de l'OMC. Ils étaient légitimement inquiets du démantèlement de sa politique de prix et du développement des aides soi-disant « découplées ». Mais ils avaient bien conscience aussi des problèmes agricoles et alimentaires dans d'autres régions du monde et

n'étaient pas d'accord pour que les exportations agricoles européennes fassent concurrence aux paysans pauvres d'Afrique et d'ailleurs. En 2000, les JA ont signé un manifeste avec tout un ensemble d'ONG pour la sécurité et la souveraineté alimentaires partout et pour tous. En 2001, ils ont produit un rapport d'orientation au titre très significatif *Paysans du monde : le prix de notre avenir*, dans lequel ils insistent sur la nécessité de prix agricoles rémunérateurs afin que les paysans puissent vivre dignement de leur travail, et sur la nécessité de maîtriser les volumes produits quand l'autosuffisance est atteinte dans une région donnée. J'ai été très heureux de contribuer, parmi d'autres experts, à fournir des arguments pour ce rapport.

Au cours de ces années, j'ai aussi coordonné la préparation du Larousse agricole qui a été publié en 2002.

VOUS AVEZ PRIS VOTRE RETRAITE MAIS N'AVEZ PAS CESSÉ DE TRAVAILLER...

Je n'ai pas vraiment pris de retraite, j'ai continué de travailler car c'est ma passion. J'ai été mis à la retraite de l'Agro quand j'ai atteint l'âge limite, en l'an 2002. J'ai beaucoup regretté de ne plus avoir d'échanges, ou presque plus, avec les étudiants de cette école car leurs questions, leurs remarques et leurs analyses m'ont toujours beaucoup inspiré. Cela étant, j'ai continué d'avoir des échanges très enrichissants avec les étudiants du master Développement agricole durable de l'université de Paris XI, dirigé par Gérard Azoulay, dans

lequel j'ai poursuivi mon enseignement durant plusieurs années, y compris en animant un stage d'analyse-diagnostic agricole chaque année. De plus, en 2007-2008, j'ai eu l'honneur d'être nommé titulaire de la chaire internationale Francqui des universités belges. J'ai donc donné des conférences et des cours à l'Université de Liège, à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université catholique de Louvain, j'ai conduit un stage et j'ai eu de riches discussions avec Guy Mergeai, Jean-Claude Grégoire, Marjolein Visser, Philippe Baret. J'ai aussi fait des cours dans d'autres universités à l'étranger, à l'invitation de plusieurs de mes anciens doctorants ayant construit des enseignements en agriculture comparée et développement agricole.

Par ailleurs, j'ai continué de faire beaucoup de conférences et de participer à de nombreux débats, en France et à l'étranger, sur tous les continents (sauf l'Australie), ce qui m'a donné de multiples occasions d'échanges avec des organisations professionnelles agricoles de toutes tendances, des associations humanitaires, des partis politiques, des syndicats, des organisations internationales, des universités, des centres de recherche, etc. Je me souviens en particulier de forums sociaux mondiaux à Porto Alegre, de conférences-débats à Rio de Janeiro, Sao Paulo, du deuxième Sommet mondial de l'alimentation à Rome en 2002, du Congrès mondial des agronomes à Québec en 2012 et d'autres conférences à Québec et à Montréal.

En 2007/2008, Marcel Mazoyer anime un stage d'analyse-diagnostic de système agricole près de Ath dans le Hainaut (Belgique).



© INRAE / Mazoyer



© INRAE / Mazoyer

Leçon inaugurale de Marcel Mazoyer pour la Chaire Francqui internationale, en 2007. A l'issue de sa leçon inaugurale, Véronique Halloin, pour la Fondation Francqui, s'apprête à remettre à Marcel Mazoyer la médaille Francqui.

Enfin, j'ai participé à des travaux avec des anciens élèves et à des cercles de réflexion dont j'appréciais l'ambition. Ainsi, tout au long des années 2000 et 2010, j'ai travaillé avec Erwan Allain, un ancien élève devenu directeur scientifique de la Sobac, une société qui commercialise des amendements organiques à base de microorganismes et de champignons filamenteux. Ces amendements sont produits par Marcel Mézy, qui se définit comme un «paysan-chercheur» et un «paysan-trouveur», ce qu'il est effectivement⁸ ! En collaboration avec Bertrand Oudot notamment, nous avons conduit des études techniques et économiques sur l'efficacité

⁸ Le Roux P., 2020, *Marcel Mézy. L'homme qui redonne vie à la terre*, Editions du Rouergue, 157p.

de ces produits dans différentes régions agricoles françaises. Ce type de produit est potentiellement une source de fertilité importante et durable pour beaucoup de sols agricoles au XXI^e siècle. J'ai aussi participé à une étude dans la zone de l'Office du Niger (ON) au Mali, avec toi et Benoît Dave qui travaillait depuis longtemps avec les paysans du Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (Sexagon). L'ON est une zone d'agriculture irriguée dans le delta intérieur du fleuve Niger, à environ 200 kilomètres au nord-est de Bamako. Là, en 2009, les acquisitions foncières à grande échelle battaient leur plein à la suite de la crise financière de 2008 et faisaient polémique. De manière très classique, beaucoup de personnels administratifs et politiques, ignorants

des choses de l'agriculture, étaient convaincus que les «nouveaux investisseurs» étaient plus capables d'accroître la production agricole que les paysans déjà en place. A contrario, notre étude a bien démontré que les familles paysannes de l'ON sont capables de répondre à leurs besoins essentiels, de produire des surplus vivriers commercialisables et d'investir pourvu que des politiques agricoles avisées leur en donnent les moyens. Dans un pays comme le Mali où les opportunités d'emplois non agricoles sont rares, où beaucoup de personnes sont à la recherche de moyens pour vivre décemment et où le gouvernement souhaite accroître de manière significative la production agricole, de tels résultats méritent d'être entendus.



© INRAE / Mazoyer

Marcel Mazoyer reçoit en 2012 les insignes de Docteur honoris causa de l'université de Liège. A sa droite, Bernard Rentier, recteur de cette université, à sa gauche, Guy Mergeai, professeur.



© INRAE/Mazoyer

RÉTROSPECTIVEMENT, QUELS SENTIMENTS VOUS INSPIRE VOTRE PARCOURS ?

Je suis toujours étonné d'avoir eu un parcours personnel et professionnel aussi riche et aussi gratifiant. Les meilleurs moments de ma vie personnelle ont été ma rencontre puis mon mariage avec Inge Lise, ensuite la naissance de nos trois enfants, Patricia, Florence et François. Nous avons une petite-fille, Solveig, et un arrière-petit-fils, Hugo. Et nous avons le bonheur de nous retrouver souvent en famille autour d'un verre ou d'un bon repas.

Il y a eu beaucoup de « meilleurs moments » dans ma vie professionnelle. Si je devais en retenir deux, ce serait : être reçu au concours organisé à l'Agro pour succéder à R. Dumont en tant que professeur titulaire de la chaire d'agriculture comparée et développement agricole ; la publication d'*Histoire des agricultures du monde*. J'ai eu la chance de rencontrer beaucoup de gens formidables, en particulier parmi les agriculteurs et les étudiants. Bien sûr, comme tout le monde, j'ai eu des déceptions et de fortes déconvenues. Mais, je ne veux garder que les bons souvenirs.

J'ai porté le combat de faire connaître et reconnaître la richesse des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être des paysanneries. Comme nous l'avons écrit dans la dédicace d'*Histoire des agricultures du monde*, ce sont les paysannes et les paysans qui ont fait le monde dont nous vivons. J'ai toujours été fasciné par ce génie des peuples humains, tout à la fois un et multiple, qui façonne et est façonné en retour par ses environnements, dans la longue durée, renvoyant ainsi à la

puissance et à la beauté des règnes minéral, végétal et animal. Depuis dix mille ans, l'agriculture est au cœur de ces interactions. Celles-ci n'ont pas toujours été harmonieuses, loin s'en faut, mais elles l'ont été, et le sont encore, en bien des lieux. J'ai voulu lutter contre les différentes formes de domination qui s'exercent à l'encontre des paysanneries et qui impliquent des conditions de vie et de travail avilies pour la plupart d'entre elles.

Pour porter mes combats, j'ai choisi l'enseignement principalement, à l'Agro surtout où je me suis beaucoup investi. J'ai aussi fait de nombreux cours et conférences, participé à beaucoup de débats à travers le monde et j'ai écrit, en espérant convaincre. En 2012, je suis devenu docteur honoris causa de l'université de Liège. En 2018, l'Académie d'agriculture de France m'a décerné une médaille d'or pour l'ensemble de mes travaux et j'ai été très heureux que ce soit Bertrand Hervieu, ancien président de l'Inra et sociologue bien connu des mondes agricoles, qui me remette cette médaille.

Des choses bougent aujourd'hui : les mouvements agraires locaux, nationaux et internationaux sont de plus en plus audibles, depuis les échelles locales jusqu'aux forums internationaux ; les récents débats sur les agricultures familiales dans les milieux scientifiques et du développement ont donné de la visibilité à cette forme sociale d'agriculture, qui est très largement majoritaire ; l'usage durable des ressources naturelles est une préoccupation sociale de plus en plus marquée ; et l'agro-écologie intéresse de plus en plus de gens, pas seulement dans sa version



strictement écologique mais aussi dans sa version politique, qui est porteuse d'une ambition de justice sociale.

Mais, le combat est loin d'être gagné. La plupart des paysannes et des paysans du monde continuent de vivre dans une pauvreté inacceptable, la grande majorité des décideurs politiques ignorent le monde agricole et sont sourds aux ravages systémiques de l'ordre économique, agricole et alimentaire mondial, qui met en concurrence des agricultures très inégales et détruit les moins bien dotées. Quand je vois l'état de la PAC en Europe, je suis catastrophé. Le combat doit donc continuer. Comme le dit *La Via Campesina* : « *Globalicemos la lucha, globalicemos la esperanza* » !!!

À gauche : conférence à la maison des anciens élèves de l'Agro, quai Voltaire à Paris en 2012.

À droite : Laurence Roudart fait une communication sur « La question agraire à l'épreuve de la révolution russe » au colloque international 1917-2017 : « Espoirs, utopies et héritages de la Révolution russe », novembre 2017, Maison du Peuple de Saint-Gilles, Bruxelles.



© INRAE/Mazoyer

Marcel Mazoyer reçoit, en 2018, la Médaille d'Or de l'Académie d'Agriculture de France des mains de Bertrand Hervieu, en présence de Gérard Tendron et, en arrière-plan, Corinne Migné et Constant Lecoeur.